

## Éditorial

## Une société en clair-obscur ?

Sur Internet, un « mème » est un élément repris, distribué et décliné en masse jusqu'à devenir viral. Il peut s'agir d'une image, d'un mot, d'une vidéo ou d'une citation. Issu de l'anthropologie et créé en référence au « gène », le concept désignait initialement un élément de culture (à prendre dans le sens de civilisation) ou de comportement qui pouvait se transmettre d'un individu à un autre par imitation ou par tout moyen autre que génétique. Appliqué au Web, la transmission s'opère par liens hypertextes, via les réseaux sociaux, des blogs, des hashtags, etc.

À ce petit jeu, il est certain qu'une citation politique aura du mal à concurrencer des phénomènes tels que le Ice Bucket Challenge, le Gangnam Style ou le « Casse-toi, pauv' con » de Sarkozy – pour rester dans le politique. Pourtant, il arrive que l'on voie circuler l'une ou l'autre phrase dont la reprise en boucle soit en mesure de donner une indication de l'air du temps, du moins dans le monde virtuel d'Internet. Ainsi, au lendemain de l'élection de Donald Trump a émergé cette citation du philosophe marxiste Antonio Gramsci : « Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres », extrait modifié de la traduction française des Cahiers de prison qui disait : « La crise consiste justement dans le fait que l'ancien meurt et que le nouveau ne peut pas naître : pendant cet interrègne on observe les phénomènes morbides les plus variés. »

L'élection de Trump était donc assimilée à l'un de ces phénomènes morbides. D'autres ont suivi qui témoignent à peu près tous d'une crise de la gouvernabilité. Ainsi, au mandat présidentiel américain marqué par un état de guérilla permanente entre les différents lieux de pouvoir à Washington se sont ajoutés l'interminable chemin de croix du « Brexit », une surprenante fragilité gouvernementale allemande, une imprévisible alliance populiste italienne, un bouleversement des relations internationales telles que traditionnellement fixées depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, une inquiétude croissante quant au devenir de l'Union Européenne, un gouvernement belge en affaires courantes sur fond d'élections et de mobilisations pour le climat et, plus récemment encore, un gouvernement wallon mis soudainement en minorité par le truchement de tractations politiciennes.

Mais, à tout seigneur tout honneur, c'est sans doute la France qui, fidèle à son Histoire, voit se développer le phénomène le plus déroutant et le plus inattendu de ces derniers mois : le mouvement des Gilets jaunes. Apparu initialement comme une protestation contre l'augmentation du prix du diesel, ce mouvement, mal négocié d'emblée par le pouvoir et d'une durée peu commune, s'est transformé en une lutte politique aux accents insurrectionnels réclamant pêle-mêle de meilleures conditions de vie, la démission du président, l'instauration d'un référendum révocatoire d'initiative populaire ou encore la mise en place d'une nouvelle Assemblée constituante. Pour paraphraser Marcel Gauchet : « Le phénomène des Gilets jaunes témoigne de la résurgence de la très ancienne culture des sans-culottes, soit un peuple qui se bat pour lui-même. [...] Nous assistons au retour de la lutte politique autour de la question du mépris social<sup>1</sup> ». Ce phénomène, toujours selon les mots de Gauchet, fut dynamité par la stratification éducationnelle, très bien décrite par Emmanuel Todd, qui a réinventé une forme d'Ancien Régime où une aristocratie de diplômés méprise ceux qu'elle considère comme des « gueux »<sup>2</sup>.

La réponse essentiellement sécuritaire du gouvernement français aux manifestations hebdomadaires, blocages et autres occupations de ronds-points se manifeste par des interventions policières musclées et un arsenal législatif davantage répressif qui cristallisent et radicalisent les positions entre les partisans du retour à l'ordre et ceux qui dénoncent une dérive dictatoriale, faisant craindre à beaucoup l'explosion. Manifestement, les monstres qui émergent revêtent des formes variées.

Les prochaines élections européennes s'annoncent en tout cas particulièrement sensibles, entre « Brexit » fou, populismes en progression, conflits sociaux radicalisés, méfiance vis-à-vis de l'UE et crise de gouvernabilité à tous les étages... Catastrophisme ? Pessimisme ? Peut-être. Il semble bien pourtant que nous soyons dans le clair-obscur et que les contours du monde à venir ne soient pas encore parfaitement visibles. D'ici-là, soyons attentifs à ce qui pourrait encore émerger.

Julien Paulus,  
Rédacteur en chef

Numéro  
spécial :  
« Ingouvernables »



(cc)Sylvie Bazzanella

## De l'ingouvernabilité

Par Oliver Starquit

Au début des années 70, la démocratie était florissante, avec le quasi plein emploi, le rapport de force était favorable aux travailleurs et les revendications ouvrières, ethniques et écologiques tenaient le haut du pavé : indisciplines ouvrières, grèves, griefs portant autant sur les revendications salariales que sur les formes d'organisation du travail fleurissaient. Les pratiques des multinationales se voyaient remises en cause et l'Etat lui-même faisait l'objet de vives critiques.

Pour rappel, c'est à cette époque que la Commission trilatérale<sup>1</sup> s'inquiète, sous la plume de Samuel Huntington, d'un possible déferlement démocratique. La peur avait changé de camp et les travailleurs n'étaient plus dociles. Face à cette crise de gouvernabilité, les milieux d'affaire et la classe politique vont essayer de manière non concertée de mettre en place des stratégies visant à répondre à cette crise structurelle que le peuple finit toujours par installer au cœur de toute démocratie. Ces stratégies, Grégoire Chamayou les décortique dans son dernier ouvrage<sup>2</sup> et il le fait notamment en plongeant dans la littérature grise, tous ces guides de management et ces théories politiques conçues pour reprendre la main.

## Panorama des stratégies pour rendre la société ingouvernable

Les embuscades sémantiques ne manquent pas à l'appel. Comme l'affirme Grégoire Chamayou, « définir les mots est un acte politique : qui en fixe le sens se dote d'un atout stratégique<sup>3</sup> ». Ainsi, face aux contestataires des multinationales, il s'agira de veiller à coopérer avec les réalistes, dialoguer avec les idéalistes pour les convertir en réalistes, isoler les radicaux et avaler les opportunistes, le tout afin de priver l'adversaire de sa supériorité morale et le tout au nom du dialogue érigé en valeur suprême dans le cadre de la responsabilité sociale des entreprises : grâce au dialogue, le

discours va préconiser la coproduction de sens, l'empathie entre parties prenantes et « au conflit social, on oppose le schéma bien ordonné d'une synthèse harmonieuse des intérêts d'un monde social pacifié<sup>4</sup> ». Sous couvert de dialogue, le conflit ne peut plus être porté sur la place publique, la palabre permet l'enlèvement et ceux qui refusent le dialogue se voient vite disqualifiés : « ne sont reconnus comme légitimes que ceux qui ont renoncé à leur force : la légitimité est la médaille de pacotille qu'on leur octroie en échange de leur désarmement : ne luttez qu'en vous pliant à ces règles mêmes qui sont faites pour vous priver des moyens de la lutte<sup>5</sup>. » La stratégie dite du dialogue en embrasse officiellement le principe pour mieux en saboter le contenu.

Parcourant les écrits de Friedrich von Hayek, Chamayou détecte une deuxième stratégie : celle qui consiste à « détrôner la politique par la sanctuarisation constitutionnelle de l'économie ». Paradoxe d'une destitution constitutionnelle ou d'une constitutionnalisation destituante. Quiconque suit l'actualité européenne et est quelque peu familier avec le prescrit budgétaire européen comprend tout de suite de quoi il retourne : les élections sont maintenues mais le choix se réduit à peau de chagrin puisque ce choix lui-même se voit corseté voire verrouillé par l'inscription dans des traités des règles à suivre pour réduire le budget de l'État, atteindre l'équilibre budgétaire, lutter contre la dette publique.

> suite p.6

<sup>1</sup> Voir la récente conférence de Marcel Gauchet et Emmanuel Todd : « La France sous Macron : de la fracture sociale à l'explosion ? », disponible sur Youtube.

<sup>2</sup> Sur la stratification éducationnelle de Todd, voir notre édito du n°85 : « Sélectionner, trier, exclure : bis repetita ? », juillet-septembre 2018.



# Commémoration des 25 ans du génocide des Tutsi au Rwanda

« Donnons-leur un nom et un visage pour qu'ils ne périssent jamais [...] dans un souci de lutter contre l'oubli et l'anéantissement total des victimes »<sup>1</sup>

Durant les mois de mars et avril, les Territoires de la Mémoire ont commémoré les 25 ans du génocide des Tutsi au Rwanda. Une programmation qui s'est déclinée en plusieurs dispositifs dans le but, pour reprendre les termes de Vinciane Despret, de soutenir le désir de « n'être mort pour personne<sup>2</sup> ».

L'exposition *Rwanda 94. Comprendre l'incompréhensible* s'est proposée de retracer l'histoire du Rwanda depuis l'époque précoloniale jusqu'aux lendemains du génocide des Tutsi au Rwanda. Par la mise en avant de ces repères chronologiques, elle a proposé différentes clés de compréhension sur la mise en place de ce génocide en particulier mais aussi, plus généralement, sur les mécanismes psychosociaux communs à tout génocide.

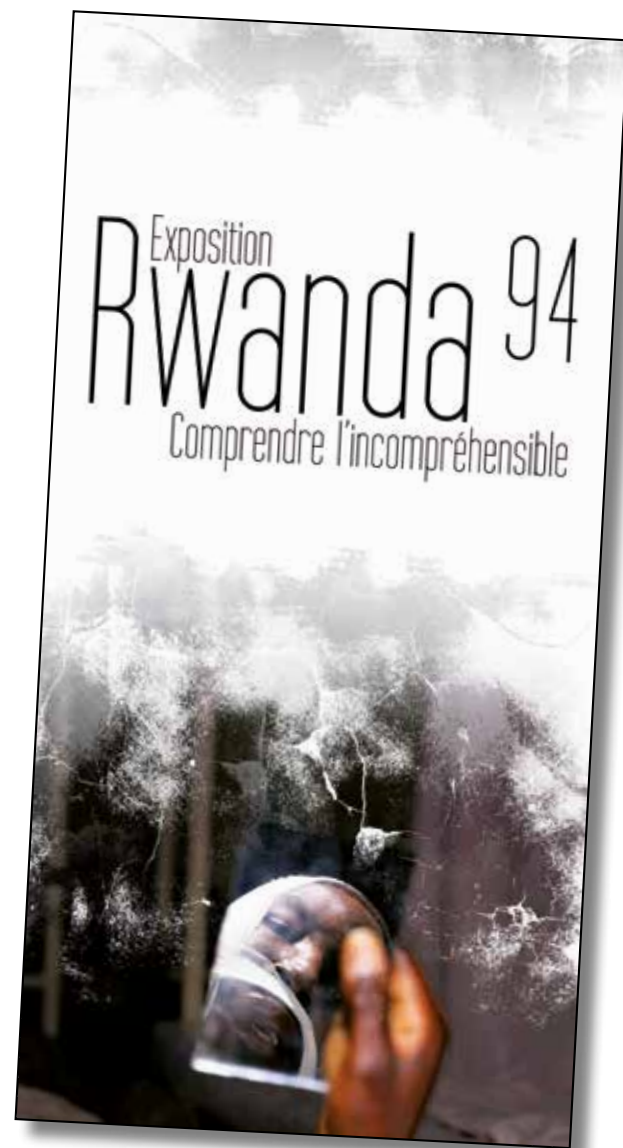
Une journée de formation pédagogique a été proposée à destination des enseignants, éducateurs et animateurs ainsi qu'une journée d'étude sur la transmission de l'histoire du génocide des Tutsi au Rwanda (Démocratie ou barbarie) ont également été organisées à destination d'un public plus spécialisé. Des conférences et projections ont en outre été programmées à la Cité Miroir.

Une commémoration officielle a enfin eu lieu pour clôturer la programmation.

Ce programme a été mené en partenariat avec Hainaut Mémoire, War Heritage Institute (WHI), le Centre communautaire Laïc Juif (CCLJ), l'Union des Rescapés du Génocide des Tutsi (URGT), MNEMA, les Femmes Prévoyantes Socialistes, Cri du Cœur d'Une Mère qui Espère (CCMES), Entre'âges, En Cie du Sud, Muyira.

<sup>1</sup> Propos des fondateurs de l'association Remember, Eugène Mutabazi, rescapé du génocide de 1994, et du rabbin David Meyer. Cité dans Vinciane DESPRET, *Au bonheur des morts. Récits de ceux qui restent*, éd. La Découverte/Poche, Paris, 2017, p.80.

<sup>2</sup> Vinciane DESPRET, *Idem*.



## Une éclipse et des lucioles : De la démocratie au XXI<sup>e</sup> siècle, d'Olivier Starquit

Nouvelle parution dans la collection « Libres Écrits » (éd. Les Territoires de la Mémoire)



« Une nouvelle ère se présente à nous, qui requiert une autre manière de faire de la politique, une manière qui réponde aux besoins urgents et aux espoirs de la population plutôt qu'à ses peurs. »

Les Territoires de la Mémoire ont le plaisir de vous annoncer la publication, dans la collection « Libres Écrits », d'un nouvel ouvrage : *Une éclipse et des lucioles : De la démocratie au XXI<sup>e</sup> siècle*, par Olivier Starquit.

Après *L'extinction des Lumières*, paru en 2011, qui posait le constat inquiétant d'une dilution lente de la démocratie, force est de constater que celle-ci et l'État de droit ont encore été un peu plus malmenés depuis lors. À la veille d'élections nationales et européennes cruciales, et dans un climat de contestation et de crise politique un peu partout dans le monde, Olivier Starquit interroge les concepts de démocratie, de populisme et de néolibéralisme, entre dangers pour le présent et espoirs pour l'avenir.

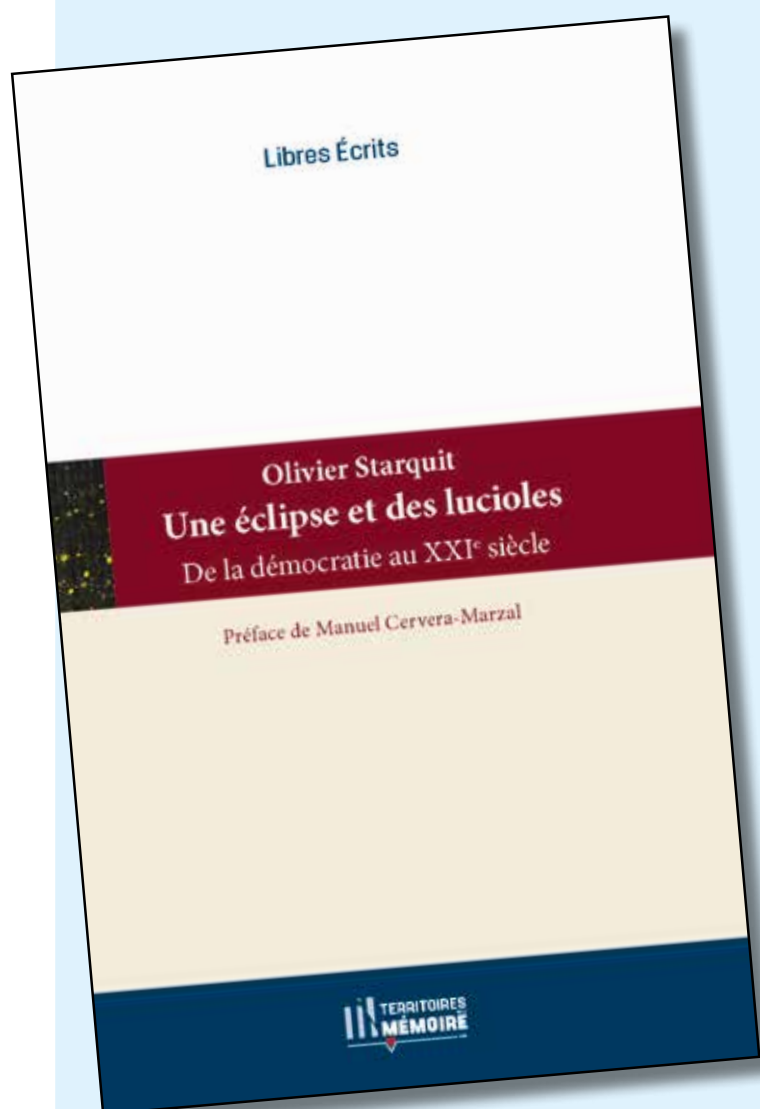
### Synopsis :

La démocratie ressemble de plus en plus à un simulacre, semble soluble dans le néolibéralisme et souffre de myopie structurelle. Une certaine lassitude voire une certaine colère s'empare des

populations, le rapport à la raison et à la vérité vacille, l'horizon est sombre et fait ressurgir la même question lancinante : comment critiquer l'ordre des choses sans alimenter la résignation et le défaitisme ? À bien des égards, l'éclipse totale paraît proche.

Pourtant, tout le monde n'a pas sombré du côté obscur de la force. Des lucioles survivent et scintillent bel et bien. En témoigne l'apparition, un peu partout, de mouvements démocratiques spontanés qui indiquent que l'espoir n'est pas mort et que la volonté existe de reprendre les choses en main. Un autre monde existe déjà où la démocratie foisonne et fourmille quotidiennement à plusieurs niveaux et à plusieurs endroits sous la forme d'une réappropriation permanente.

**Préface de Manuel Cervera-Marzal**, docteur en science politique de l'Université Libre de Bruxelles et de l'Université Paris-Diderot : « Ce livre est une boussole indispensable pour s'orienter dans une époque aussi brumeuse que la nôtre. »





# Exposition

## « Poésie insoumise »

### dans le cadre de

## la Bibliothèque insoumise

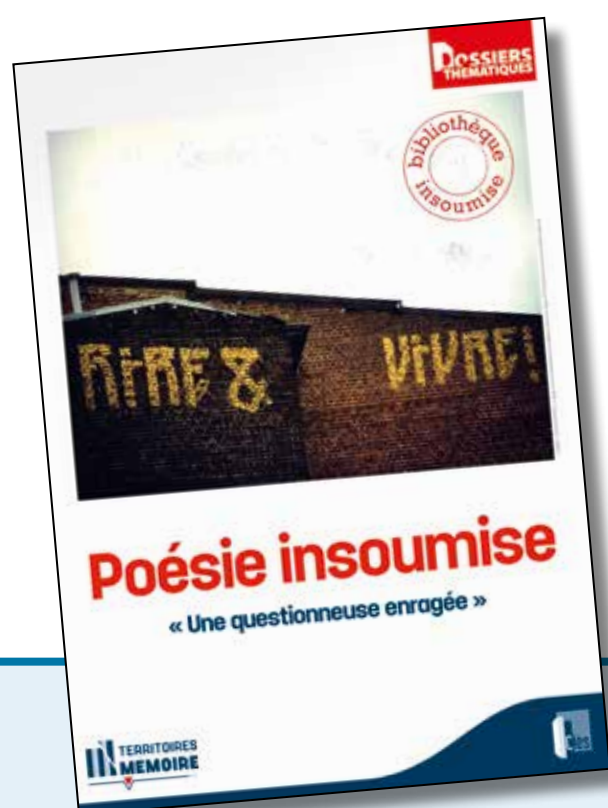
### Merci à tous et toutes !

*La poésie, c'est créer, c'est faire. Elle exprime la vision du monde du poète qui est en chacun de nous. Création artistique, façon d'habiter pleinement et humainement, recherche de la beauté, enjoliveur du réel et arme de combat, la poésie est sans doute tout et plus à la fois. Elle est aussi démocratique, elle peut être par tous et pour tous, originale, modeste, maladroite, du quotidien, dans l'image, dans le mot, dans le regard ou dans l'action, elle est à la portée de chacun d'entre nous.*

*La poésie insoumise est l'expression cinglante d'une désobéissance à un acte, à un événement, à un « quelque chose » qui nous indigne, nous nie, nous met en rage, elle est la marque d'une volonté de changer la société.*

Dans le cadre de la troisième édition du projet Bibliothèque Insoumise, la Bibliothèque George Orwell des Territoires de la Mémoire a proposé une exposition sur la Poésie insoumise. Cette exposition, visible du 11 mars au 7 avril, nous l'avons voulue participative en lançant un appel à objets poétiques et insoumis. Nous avons reçu plus qu'espéré et ceux-ci ont pris place dans l'exposition à côté des extraits de poèmes, de la poésie urbaine, des poèmes récités, de la poésie imagée, ou encore du distributeur de poèmes. Ce fut aussi l'occasion de présenter les résultats de deux ateliers poétiques, un de typographie avec Pascal Leclercq lors duquel ont été réalisées des affiches-slogan, et l'autre, avec Catherine Daele, d'attentats poétiques.

Nous remercions chaleureusement toutes les personnes qui, de près ou de loin, ont participé à ce projet. Ça a été une belle réussite !



Un dossier thématique, *Poésie insoumise : une questionneuse enragée*, vous propose notre regard sur la poésie insoumise, comme façon d'habiter poétiquement et humainement le monde. Il est disponible au prêt à la Bibliothèque George Orwell ; au prix de 5€ à la Librairie Stéphane Hessel ; et téléchargeable gratuitement sur le site des Territoires de la Mémoire ([https://www.territoires-memoire.be/assets/pdf/dossiers/tm-dossiers\\_thematiques\\_cle-poesie\\_insoumise.pdf](https://www.territoires-memoire.be/assets/pdf/dossiers/tm-dossiers_thematiques_cle-poesie_insoumise.pdf)).





Dans la perspective de sa venue à la Cité Miroir, le 24 avril 2019, entretien avec Franck Lepage, ex-prophète salarié de l'Administration devenu clown-consultant et troubadour ardent de l'éducation populaire.

Tutoiement de rigueur !

## Démocratie, langage et Gilets jaunes



**Julien Paulus :** On peut dire que tu es le créateur d'un format original que tu as appelé « conférence gesticulée » et qui rencontre de plus en plus de succès. Mais qu'est-ce qu'une conférence gesticulée au juste ? D'où est-ce venu ?

**Franck Lepage :** Cette idée est liée à un licenciement et à une période de chômage à l'issue de laquelle tout individu normalement constitué, qui a profité de ses droits jusqu'au bout, se voit contraint de retourner sur le marché du travail et se demande ce qu'il va pouvoir bien faire, sachant qu'il n'a plus du tout envie de faire ce qu'il vient de faire. Je te dis cela parce que l'immense majorité des conférences gesticulées sont basées sur des ruptures, sur un moment de carrefour dans ta vie. C'est exactement comme le disait François Candebat qui fait une conférence sur l'insertion des jeunes ; il est venu me voir un jour en me disant : « ben voilà, je viens de travailler cinq ans en mission locale pour l'emploi, soit je fais un cancer, soit je fais une conférence gesticulée. » Donc, je lui ai dit de faire une conférence gesticulée. Mais c'est aussi le cas d'Elisabeth Fery, aide-soignante, c'est le cas de tous les gens qui viennent nous dire qu'ils n'en peuvent plus, qu'ils doivent faire quelque chose et qu'ils ne peuvent plus continuer à souffrir comme ça, avec toutes les contradictions qu'ils vivent. En ce qui me concerne, la perspective de retourner bouffer de la demande de subvention par projet, ça me rendait juste dingue, c'était juste pas possible.

Mais pour que l'idée de la conférence gesticulée émerge, il a fallu un ensemble de paramètres, comme souvent tout a fait improbables et inattendus, c'est-à-dire, grosso modo, une opportunité de tenter une expérience et de raconter sur scène ce que j'avais traversé professionnellement les quinze années précédentes, avec un côté un peu : « allez, chiche ! » Ça a donc donné la première tentative qui a eu lieu à Avignon, dans un théâtre, ce qui était vraiment difficile à refuser quand tu sais qu'il y a des gens qui s'endettent pour acheter un demi bout de garage, alors que là j'avais un mec qui avait le théâtre des Carmes, que j'avais un peu mis au défi et qui me dit : « ben ok, vas-y ! » Je lui fais alors la proposition de parler 72 heures ; et j'étais très sérieux car, pour moi, l'idée était de me purger complètement, de me laver, de me nettoyer de toute cette merde qui me collait depuis quinze ans à faire le con dans les ministères et dans les cabinets, à ne plus pouvoir me regarder dans une glace à force d'être devenu un menteur professionnel.

Quant au mot « gesticulée », je l'ai souvent raconté, il est apparu quand on m'a demandé dans quelle rubrique on devait me mettre dans le catalogue du « Off » à Avignon, qui est quand même un assez gros bouquin. En théâtre ? Là, je réponds « non, non, pas du tout ! » Conte ? « Non, absolument pas ! » Clown ? « Hé, arrêtez, là ! » De guerre lasse, ils finissent par me dire : « Bon, on met quoi, alors ? » Et là, ça me vient comme ça, un peu comme une bêtise : « Ben, vous avez qu'à mettre que c'est une conférence gesticulée. » Ce qui convient très bien : il y a cette idée qu'on livre du savoir, que c'est totalement didactique, qu'on y apprend des choses. C'est pour cela que je refuse totalement d'être comparé à un humoriste. Les humoristes – en tout cas, ceux que je connais – ne produisent absolument

aucune analyse : ils réagissent à des faits de société, c'est marrant, mais il n'y a pas d'analyse derrière, pas d'analyse structurée, contrairement aux conférences gesticulées. C'est donc bien une conférence, mais « gesticulée », c'est-à-dire « illégitime », « populaire », « insolente », sur le mode « je vous emmerde et je dirai ce que je veux », l'idée d'un truc « pas expert », pas autorisé, subversif... Après, on a cherché à changer de nom mais on n'a jamais trouvé. C'est un oxymore qui est finalement assez marrant, qui suscite une interrogation. Parce qu'une conférence, ça ne peut pas être « gesticulé » : « conférence » renvoie à la sphère de l'expertise, et « gesticulée » renvoie au n'importe quoi. C'est donc un concept impossible qui, du coup, fera que la droite mettra du temps à se l'approprier – du moins, je l'espère – car il manque totalement de sérieux.

**Julien Paulus :** En effet, quand on regarde les conférences gesticulées, sur Youtube ou ailleurs, on se rend bien compte qu'il s'agit d'un savoir, mais qui repose toujours sur une expérience et un parcours personnels...

**Franck Lepage :** Toujours ! C'est de la théorie incarnée, de l'analyse incarnée. Si elle n'était pas incarnée, ça ne fonctionnerait pas, ça serait juste une conférence comme il y en a tant d'autres. Ça pullule de colloques dans tous les coins, j'ai passé ma vie dans ces colloques donc je sais ce que c'est : tu écoutes un mec qui a produit une analyse vachement intelligente, parce qu'en général c'est un universitaire, qu'il est autorisé à le faire parce qu'il y a travaillé, qu'on a la preuve qu'il sait de quoi il parle, etc. Et tu sors de là en te disant qu'il a raison et c'est tout. Alors qu'une conférence gesticulée, c'est tout à fait la démarche inverse : tu as une personne qui parle de ce qu'elle a vécu et qui va aller chercher à l'extérieur les éléments d'analyse qui viendront en quelque sorte confirmer ce qu'elle raconte et ce qu'elle ressent au plus profond de son expérience. Ce qu'on a d'ailleurs immortalisé par la formule d'un Belge qui s'appelle Luc Carton qui évoquait le mélange d'un savoir froid (universitaire) et d'un savoir chaud (extérieur). Et, en bon parapentiste que je suis, j'avais ajouté que si tu mélanges du froid et du chaud, ça ne fait pas du tiède, ça fait de l'orage !

Donc, l'incarnation du sujet est absolument essentielle. C'est d'ailleurs le point qui laisse toujours perplexe au début, dans les stages de formation que nous organisons, parce que, très souvent, les gens sont tellement formatés par cette phrase atroce qui est « raconte pas ta vie » ou « ta vie n'intéresse personne », alors qu'au contraire nous pensons que ce qui est subversif, c'est justement de raconter sa vie. Ce qui, à mon avis, est sans doute ce que les Gilets Jaunes sont en train d'expérimenter aujourd'hui.

**Julien Paulus :** Ces conférences gesticulées et les ateliers qui les accompagnent s'inscrivent résolument dans une perspective d'éducation populaire...

**Franck Lepage :** Ah oui, absolument ! On pense même que l'on retourne aux sources de ce qu'était et de ce que n'aurait

jamais dû cesser d'être l'éducation populaire, à savoir un travail de la culture dans une logique de transformation sociale et politique. « Culture » doit ici s'entendre, non pas dans un sens « artistique », mais dans le sens du vécu anthropologique de la personne. Il s'agit de fabriquer de l'analyse politique à partir de ce que je vis et d'échanger ça avec d'autres gens. Une assistante sociale en sait beaucoup plus sur les politiques publiques qu'un chercheur du CNRS qui travaille sur le sujet ; simplement, elle ne le fait pas de la même façon et ne le valide pas comme « savoir ». N'importe quel travailleur sait un tas de choses sur la domination qu'il subit... Les profs ne sont pas bêtes, par exemple. Au fond d'eux-mêmes, ils savent très bien qu'ils ne fabriquent pas de l'égalité, qu'ils fabriquent exactement le contraire, ils ne peuvent pas l'admettre facilement sans quoi ils iraient tout droit à l'asile, mais ils le savent. C'est pour cela qu'ils souffrent...

**Julien Paulus :** Tu as fait le lien avec les Gilets Jaunes. On sait que ça discute et que ça échange beaucoup sur les ronds-points, un discours politique se construit. Lors d'une interview à la revue en ligne « Le Comptoir », tu disais que, selon toi, « le gilet jaune est le symbole d'une conscience de classe qui est en train de renaître ». Qu'entendais-tu par-là ?

**Franck Lepage :** Mais par l'échange d'informations, justement. Ce dont ils témoignent tous sur les ronds-points – où l'on trouve une grosse majorité de femmes, soit dit en passant – c'est qu'il s'agit d'une stratégie de survie. J'entendais encore hier le témoignage d'une femme qui disait que, pour elle, le 11 du mois, c'était fini, qu'elle devait arbitrer dans ses dépenses en sachant que si elle achetait un pot de Nutella qui aujourd'hui coûte 4 euros, elle ne pourrait pas acheter des médicaments pour sa fille si celle-ci tombe malade. Elle parlait aussi d'une boîte de sardines ou de pâtes qui coûtait 2 euros et en était choquée. Mais les gens que l'on retrouve dans l'entourage d'un Emmanuel Macron, par exemple, ne peuvent absolument pas imaginer que deux euros puissent représenter un prix élevé. Et c'est là, alors qu'on nous avait dit qu'il n'y avait plus de classes et qu'il n'y avait plus qu'une classe moyenne, c'est là qu'une conscience de classe est en train de renaître. Pour avoir assisté à deux trois réunions sur des ronds-points ou des QG, je peux dire que tous ces gens témoignent du fait que c'est la première fois qu'ils sortent, qu'ils participent à une manif, qu'ils ne l'auraient jamais cru, etc. Ils sont en train de réinventer en repartant de la base, c'est-à-dire d'eux-mêmes, en confrontant et en échangeant les expériences puis, tout doucement, en allant chercher sur Internet des savoirs produits par des gens qui leur semblent être des alliés. D'où le succès actuel d'Étienne Chouard et du RIC (Référendum d'Initiative Citoyenne, ndlr), succès qui a totalement pris de court le gouvernement qui ne s'attendait absolument pas à ce que des gens qui, au début, ont l'air de gens qui pleurnichaient sur le pouvoir d'achat, se mettent à revendiquer un référendum révocatoire et constituant. C'est vraiment génial. Voici des gens du peuple, au sens de « dominés » ou en tout cas de « non dominants » – pour reprendre la définition de Michel Onfray – qui sont en train de faire du droit constitutionnel en direct ! C'est absolument génial !



CollectifAutoMedia (cc) CAMÉ



Paris 16 mars (cc) CAMÉ





Donc oui, il y a une conscience de classe qui se manifeste à travers la visibilité de ce gilet. C'est une trouvaille de génie, ce gilet ! Il permet d'être visible. Quand par exemple je croise une voiture qui a le même gilet que moi sur le pare-brise, c'est là qu'il y a une conscience de classe qui revient, parce que sans cela, on ne se voit pas, on est invisibles. Ça visibilise quelque chose...

**Julien Paulus :** Mais cette visibilité entraîne également des réactions qui vont du soutien à la franche hostilité, notamment dans les médias. Le mouvement a été notamment décrit comme noyauté par l'extrême droite, accusation qu'avait d'ailleurs déjà connue Étienne Chouard et à laquelle tu avais déjà réagi à l'époque...

**Franck Lepage :** Oui. Je suis d'ailleurs fatigué de le faire car c'est très piégeant et j'y vais donc assez prudemment, parce que prendre frontalement la défense d'Étienne face à des gens qui sont dans un rapport de totale essentialisation du problème, c'est assez difficile. Pour ces gens-là, il n'y a que le bien ou le mal et, à leurs yeux, Étienne a choisi le mal. Alors, tu dois discuter, rappeler aux gens qu'Étienne est un mec super, un démocrate, un anarchiste et que, non, il n'est pas du côté de Soral. Maintenant, Étienne cherche aussi les ennuis ; là, il vient de dire qu'il voterait probablement pour François Asselineau aux élections européennes [rires]. Maintenant, il n'en a rien à faire et c'est ça que je trouve magnifique chez Étienne. Cela dit, pourquoi Asselineau alors qu'Étienne, comme je le sais, est plutôt proche de la France Insoumise ? Tout simplement, parce que, dans le cadre des élections européennes, il va voter pour la seule offre politique qui appelle clairement à sortir de l'Union Européenne, et ça ne va pas plus loin que cela. Et comme même Mélenchon ne propose pas de sortir, Étienne est tout à fait cohérent avec ce qu'il écrit et se tourne vers la seule offre politique qui lui reste sur ce sujet précis.

Maintenant, en ce qui concerne le mouvement des Gilets Jaunes dans son ensemble, on assiste à de vraies tentatives de manipulations médiatiques. Je viens enfin de tomber sur un rapport du service secret français qui vient d'être remis très officiellement au Premier ministre et qui met clairement le gouvernement en difficulté en annonçant que, au sein du mouvement, on trouve que dalle d'extrême droite ou d'extrême gauche. Ils ont chiffré très exactement que, sur l'ensemble de la France, ça représenterait peut-être 300 personnes qui, en plus, ne vont plus dans les manif. L'extrême gauche de toute façon a décidé qu'elle n'irait plus pour des raisons obscures et de vagues soupçons de confusionnisme. Pareil pour l'extrême droite. De son côté, Macron avait sorti un chiffre totalement délirant du genre 40.000 extrémistes de gauche ou de droite, chiffre qui est maintenu démenti par ses propres services au niveau le plus informé qui soit qui démentent totalement cette information.

Ce qui veut dire que non seulement le mouvement des Gilets Jaunes n'est pas vérolé par l'extrême droite, mais qu'il n'y a même pas d'extrême droite à l'intérieur. Maintenant, comme cette ultra-minorité d'extrémistes de droite bénéficie d'une très grande visibilité parce que cela fait des années qu'on agite le fantôme de l'extrême droite pour maintenir l'ordre libéral, il suffit qu'il y en ait un ou deux pour qu'on hurle au noyautage de tout le mouvement. Mais dans les faits, c'est totalement faux. D'ailleurs, si l'on regarde le profil des personnes placées en garde à vue lors de la manifestation du 1<sup>er</sup> décembre – celle qui avait un peu chauffé – on constate qu'il s'agissait essentiellement d'artisans (boulangers, plombiers, couvreurs, etc.) et pas un seul politisé.

Personnellement, je pense que c'est un mouvement qui est subversif et qui repose vraiment sur une conscience de classe. D'ailleurs, les mouvements politiques le boudent et s'en tiennent à l'écart, ce qui est révélateur de beaucoup de

choses : les syndicats, par exemple, s'en tiennent à l'écart et n'appellent pas à la grève. C'est donc un mouvement qui échappe au pouvoir qui ne sait absolument pas quoi en faire. En plus, on est en train d'assister à une évolution de plus en plus évidente, en tout cas depuis samedi dernier [16 mars, ndlr] : les Gilets Jaunes ne cherchent plus à arrêter les « black blocs », qui eux sont clairement dans le mouvement et s'en prennent aux symboles matériels du capitalisme. Je pense qu'il y a là une forme très intéressante d'alliance objective entre, d'un côté, des gens du peuple, des travailleurs, qui ne sont pas des gens violents, qui n'oseraient jamais prendre un marteau et s'attaquer à une vitrine d'un magasin de luxe, et les « black blocs » de l'autre. Ce mélange entre des gens extrêmement déterminés à casser et cette foule de Gilets Jaunes qui restent là, se promènent, occupent l'espace en ne faisant rien d'autre, ce mélange est tout à fait détonnant. La violence oblige à porter l'attention. Les manif type « promenade en ville », le gouvernement n'en a rien à faire. Par contre, s'il n'y avait que les casseurs, l'affaire serait vite réglée et ils seraient tous en taule. Mais là, le mélange auquel on assiste est très curieux. Après, j'avance prudemment, c'est une hypothèse au pifomètre, mais il me semble qu'il y a là une situation qui prend le pouvoir complètement à revers et celui-ci ne sait pas qui faire avec ça, parce qu'il y a plein de monde, tous en jaune, mais il y a aussi les « black blocs » qui sont un mouvement très organisé, de tendance anarchiste, qui a des consignes très claires, notamment de s'en prendre aux biens capitalistes et jamais aux personnes, etc.

**Julien Paulus :** Un autre élément qu'on observe est une sorte de volonté de réappropriation du langage et des mots. Toi-même, tu animes un atelier de « désintoxication de la langue de bois » et, dans ta conférence gesticulée « Inculture(s) », tu dis : « On nous a volé des mots et on nous a refilé à la place de la camelote, de la pacotille... » La réappropriation des mots, c'est aussi un combat ?

**Franck Lepage :** Les mots qui nous permettaient de penser la situation dans laquelle nous nous trouvons – à savoir, le capitalisme qui n'est rien d'autre qu'un rapport social, une façon d'être ensemble autour du statut de la propriété privée –, ces mots qui nous permettaient de penser et de nommer cette violence et cette domination étaient les mots du marxisme et ses concepts de domination, aliénation, exploitation. Ce type de mots qui signalent une hiérarchie, une violence ont tous été enlevés du lexique par un travail remarquable de structures comme l'OCDE dont le boulot n'est rien d'autre que ça : travailler sur les mots et faire passer auprès des opinions européennes la privatisation de tous les services publics, et ce sans que les gens descendent dans la rue. Cela implique donc un travail sur le langage pour empêcher de penser. Quand le capitalisme s'appelle tout d'un coup « développement », tu n'as plus rien à dire. Qui est contre le développement ? Personne. Quand l'oppression s'appelle « démarche qualité », on ne peut plus se défendre contre les violences managériales, et c'est pareil pour des concepts comme « transparence », la « mutualisation des compétences », etc. Ils ont une longueur d'avance sur le langage, et cela parce qu'ils bossent, parce qu'ils sont nombreux, qu'ils sont financés et, surtout, que c'est un projet qui ne date pas d'hier, qui a été initié après 1945 précisément pour détruire les conséquences de 1945. Le livre d'Alain Supiot, *L'esprit de Philadelphie*<sup>1</sup>, explique très bien combien il s'agit d'un projet absolument totalitaire d'une société totalement marchande qui comporte l'élimination to-ta-le de toute forme de service public. Or le service public, c'est ce qui fait civilisation, ce qui fait société, c'est-à-dire le fait de décider que certaines fonctions seront retirées du rapport marchand pour être confiées au bien public. Donc, à ce moment-là, ce qu'on travaille dans les ateliers de désintoxication, c'est d'inventer des manières de se défendre, car en face ils ont une longueur d'avance.

Une de ces manières est de se réapproprier les mots du marxisme, avec toutes les difficultés que cela représente car la disqualification du communisme, réduit à Staline, à Pol Pot et au Goulag, fait que la gauche elle-même s'est éloignée de ces mots. Il s'agit pourtant de travailler sur le langage en osant réutiliser des mots qui font sens, mais aussi en refusant d'utiliser des termes comme « partenaire » pour parler d'une mairie qui te subsidie et qui te donne des ordres, par exemple. D'expérience, je dirais que la Belgique est moins vérolée par ce phénomène. Je me souviens qu'il y a quelques années, une personne m'avait dit qu'elle devait consulter, non pas son partenaire comme on le dirait en France, mais son « pouvoir organisateur ». J'étais stupéfait. On parle pourtant bien des mêmes personnes, mais dans un cas ça masque la réalité, et dans l'autre ça rend visible la réalité du rapport. En France, un rapport qui comporterait la mention « pouvoir organisateur » serait carrément pris comme une insulte ! L'administration te rappellerait tout de suite à l'ordre !

Quoi qu'il en soit, la bagarre sur les mots est extrêmement importante mais elle est aussi particulièrement difficile, parce que dans la querelle entre les Anciens et les Modernes, personne n'a envie de passer pour un Ancien ! Et la plus belle victoire dans ce domaine, c'est de n'avoir rien lâché sur l'expression « éducation populaire » qui, en France était à peu près cliniquement morte. Mais le fait de n'avoir rien lâché, d'avoir fait une conférence gesticulée qui remet son histoire en avant de façon plutôt plaisante, le fait que Youtube arrive là-dessus et que des gens mettent ces conférences en ligne sans rien nous demander et que cela commence à faire tache d'huile, tu te retrouves aujourd'hui avec des milliers et des milliers de jeunes qui se revendiquent de ce concept. Cela veut donc dire qu'on peut sauver un mot, qu'on peut se battre pour le garder ! Il faut maintenant faire la même chose pour des mots comme « exploitation » ou « classe sociale »...

Cela dit, on n'a rien inventé. Brecht disait déjà que pour faire passer un message, il fallait un mélange d'émotion et d'analyse. C'est ce qu'il mettait en œuvre dans sa pratique théâtrale, et c'est ce mélange, je pense, qui est particulièrement efficace du point de vue militant.

**Julien Paulus :** Donc, finalement, « l'ardeur, ça compte, non ? »

**Franck Lepage :** [Rires] Ah, carrément ! C'est une phrase que Christiane Faure m'a réellement dite. Quand, lors de notre rencontre, elle me raconte qu'elle a fait 200 km dans le désert pour donner une lecture d'un bouquin à la population locale, je lui demande pourquoi, alors qu'elle était inspectrice de l'administration et qu'elle n'avait pas vraiment à faire ça. Elle me regarde alors avec cet air triste et me dit : « Mais Monsieur, l'ardeur, ça compte, non ? » Et je n'ai pas su quoi répondre... L'ardeur ! Voilà encore un mot qui sent les années 50 et qui a quasiment disparu. Comme la joie, d'ailleurs. Plus personne n'en parle alors que ces mots disaient beaucoup de choses. L'ardeur, c'est incroyable ! Alors oui, ça compte !

<sup>1</sup> Alain SUPIOT, *L'esprit de Philadelphie : la justice sociale face au marché total*, Paris, Seuil, 2010.



La troisième stratégie sera celle du capricorne, cet insecte xylophage qui s'attaque en douceur à une poutre, de manière imperceptible. Avec cet insecte, « nul besoin de tailler les poutres à la hache quand, tapies dans le bois, mille petites gueules rongent inexorablement la charpente<sup>6</sup> ». Au lieu d'annoncer ouvertement une privatisation de tel ou tel service public, ce qui donnerait inéluctablement lieu à une levée de boucliers, l'idée est de procéder pan par pan par le biais d'une micropolitique qui va laisser se détériorer ces mêmes services avant de les privatiser, va faire exister des offres concurrentes et privées en même temps que ces derniers, ou bloquer les entrées futures dans un système ou un statut, tout en garantissant les avantages de ceux qui sont déjà à l'intérieur. Dès la libéralisation entamée, ce sont les individus eux-mêmes, par leurs micro-choix de consommateurs qui deviennent les moteurs du changement et qui, en posant des choix de consommateurs, impulsent un retrait de la politique.

Toutes ces stratégies induisent également une destruction des syndicats, une transformation de l'assurance-chômage qui cesse d'être un droit acquis pour devenir un dispositif incitant à la paresse.

Toutes ces méthodes aux apparences douces visent à rendre le monde des affaires ingouvernable pour mieux gouverner les autres et en fin de compte, force est de constater que la violence, l'austérité et la dureté ne témoignent pas d'une perversion de la logique

néolibérale, ils en forment les traits fondamentaux où nous voyons l'État devenir fort avec les faibles et faible avec les forts, ce qui caractérise pleinement cette notion de libéralisme autoritaire « employée dès 1933 par un juriste antifasciste, Hermann Heller, à propos d'un discours de Carl Schmitt face à une assemblée de patrons allemands. Schmitt y défendait un État extrêmement fort face aux revendications sociales mais renonçant à son autorité en matière économique<sup>7</sup> ». La mise en place de la gouvernance européenne participe pleinement de cette logique, elle qui « réduit la vie publique au management ou à l'administration en éliminant la politique, le conflit et la délibération sur les valeurs communes ou les fins<sup>8</sup> ».

« Il faut rouvrir le chantier entamé dans les années 70. »

Autre variante de l'ingouvernabilité : la société du tacle

Cinquante ans plus tard, ces stratégies ont atteint leur but à un point tel que l'homme politique néolibéral « n'a pas un problème de communication, il a un problème de crédibilité : impuissance d'agir et régression démocratique<sup>9</sup> ». Le discrédit sanctionne

le monde politique comme en atteste par ailleurs le mouvement des gilets jaunes, ce discrédit est le produit d'un double phénomène : une gouvernance sans souveraineté, une démocratie sans délibération. À partir du moment où « la souveraineté de l'État est battue en brèche, le dispositif de représentation du pouvoir apparaît comme une coquille vide, un simulacre aux mains des communicants<sup>10</sup> » et la régression démocratique se manifeste par une parole politique rendue illégitime.

Face à ces constats préoccupants et affligeants se pose bien évidemment la question de savoir ce qu'il convient de faire. Pour Grégoire Chamayou, il faut rouvrir le chantier entamé dans les années 70, celui-là même qui avait entraîné la réplique non concertée qui a donné naissance aux diverses variantes du néolibéralisme. Il faut redonner du souffle et se réappropriier les deux bêtes noires du néolibéralisme : l'autogestion et la démocratie. Ainsi, puisque « la logique politique du néolibéralisme est la dé-démocratisation du travail, alors un projet politique alternatif – anticapitaliste, antipatriarcal, antiraciste – doit viser le renforcement du pouvoir des travailleurs et travailleuses, d'abord sur l'établissement de travail, et à partir de là, sur l'ensemble des institutions de la vie en commun<sup>11</sup> ».



(cc)CAMÉ



Paris 16 mars (cc)CAMÉ

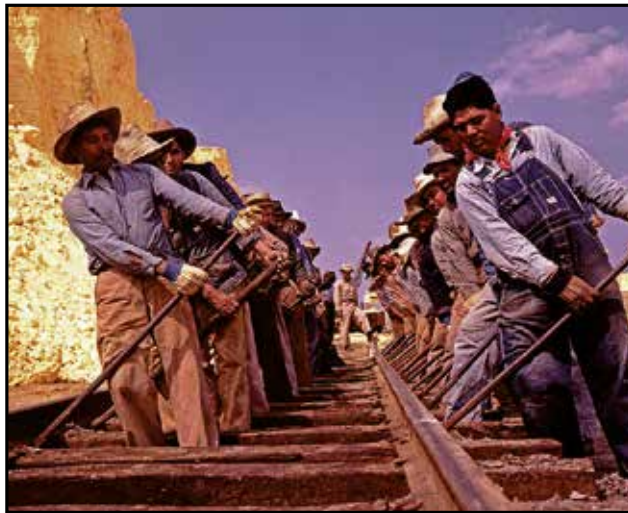


1<sup>er</sup> mai Chicago (cc)Charles Edward Miller



Et dans ce cadre, il faut œuvrer d'arrache-pied à « la réduction drastique du temps de travail et, au sein du temps de travail, la diminution des temps de production au profit de temps de formation et d'activité démocratique ; la transformation de l'établissement de travail en une institution politique dans laquelle chaque membre en partagerait à part égale la souveraineté ; et l'invention de droits démocratiques pour les travailleurs, liés à de nouvelles institutions devant permettre aux « travailleurs-citoyens » de définir les conditions de travail (dans des conseils d'entreprises), les objectifs coordonnés de la production (dans des conseils économiques) et la qualification des activités sociales, comme du travail ou non, ainsi que leurs finalités (dans des conseils sociaux)<sup>12</sup> ».

Quant à la démocratie tout court, il s'agirait de promouvoir et de réhabiliter inlassablement une conception dynamique et conflictuelle de la démocratie où cette dernière ne se mue pas en un ordre figé pour l'éternité réductible aux élections mais est bel et bien le conflit organisé qui induit une dynamique propice à changer les institutions, au risque de la voir sombrer inexorablement et définitivement.



Texas, 1939



(cc)Palmer 1942



1<sup>er</sup> mai Chicago (cc)Charles Edward Miller

1 Ndlr : comme la définit lui-même Grégoire Chamayou : « La Commission trilatérale, organisation privée fondée en 1973 sous l'impulsion du banquier David Rockefeller et du politiste Zbigniew Brzezinski, réunit d'éminentes personnalités des États-Unis, d'Europe occidentale et du Japon, une élite transnationale ayant vocation à élaborer des recommandations politiques pour les « pays développés » » in Grégoire CHAMAYOU, *La société ingouvernable, une généalogie du libéralisme autoritaire*, Paris, La Fabrique, 2018, pp. 314-315, note 3 de la partie VI.  
 2 Cf. supra.  
 3 Idem, p.97.  
 4 Idem, p.138.  
 5 Idem, p. 150.  
 6 Idem, p.255.  
 7 Sonya FAURE, « Grégoire Chamayou : «Pour se défendre, le néolibéralisme fait refluer le trop-plein démocratique» », *Libération*, 09/11/2018. Ndlr : rappelons que Carl Schmitt, juriste et philosophe catholique conservateur, adhéra au

parti nazi en mai 1933, avant d'en être exclu en 1936, soupçonné par la SS d'adhésion opportuniste. Il resta toutefois proche de Göring. Après la guerre, il ne remit jamais fondamentalement en question son engagement nazi. Sa pensée et ses travaux ont grandement inspiré l'architecture juridique du III<sup>e</sup> Reich, notamment les concepts nazis de « führerprinzip » et de « guerre totale ».  
 8 Pierre DARDOT et Christian LAVAL, *Ce cauchemar qui n'en finit pas. Comment le néolibéralisme défait la démocratie*, Paris, La Découverte, 2016, pp. 128-129.  
 9 Christian SALMON, *L'ère du clash*, Paris, Fayard, 2019, p.84.  
 10 Christian SALMON, « Fini le storytelling, bienvenue dans l'ère du clash », *Mediapart*, 17 mars 2018, <https://www.mediapart.fr/journal/france/170318/fini-le-storytelling-bienvenue-dans-l-ere-du-clash?onglet=full>  
 11 Alexis CUKIER, « Ce que le néolibéralisme fait au travail », *Revue L'Avant*, 17 décembre 2018 <https://lavamedia.be/fr/ce-que-le-neoliberalisme-fait-au-travail/>  
 12 Idem



# Dans les forêts lointaines

par Raphaël Schraepen

À la fin des années soixante aux États-Unis, un cinéma nouveau a vu le jour. Il ne s'agissait pas vraiment d'un mouvement, même si on lui a donné *a posteriori* le nom de « *New Hollywood* », et cela quand il s'agissait parfois de films produits loin de la Californie. Mais on pouvait placer, dans cette catégorie, des œuvres qui soit refusaient la narration traditionnelle, soit avaient pour but de choquer une certaine société conservatrice, soit s'exprimaient politiquement, notamment contre la guerre au Vietnam, soit mélangeaient un peu tout ça.

Le cinéma de « genre », mot français utilisé aussi par les Américains, n'échappe pas au mouvement. On va voir des westerns, des films policiers, des films d'horreur, complètement différents des normes établies. Nous allons regarder de plus près deux films américains dits d'horreur dont les réalisateurs prétendaient dépasser les canons de ce genre, dans un but de conscientisation. Ces deux films datent du début des années septante et appartiennent à un sous-genre qui ne s'appelait pas comme ça à l'époque, le style « *Backwoods brutality* », difficilement traduisible intelligemment (brutalité au fond des bois ?). Était-ce leur but ou ont-ils coïncidé avec un mouvement de l'Histoire ? Toujours est-il que ces films ont marqué le cinéma tout entier.

## « Délivrance » (*Deliverance*)

Film de John Boorman (1972), avec Jon Voight, Burt Reynolds, Ned Beatty, Ronny Cox.

Déjà inclure ce film dans cette courte liste peut susciter contestation. John Boorman est britannique, et « Délivrance » n'a pas été conçu comme un film d'horreur. Mais l'action se déroule en Géorgie et l'impact fut tel qu'on retrouve régulièrement ce titre dans les listes des œuvres de ce genre, et maintenant dans la rubrique « *Backwoods brutality* ».

Parler de sa propre expérience face à un film peut être dangereux. L'auteur se met en avant, ne parle que de lui-même, ce genre de choses. Pourtant, je vais le faire brièvement, et pas pour me mettre en avant. J'ai vu « Délivrance » pour la première fois en 1975, dans un petit ciné-club. Je n'avais aucune idée de son contenu. Nous suivons quatre citadins plutôt sympas, des libéraux dans le sens américain du terme, soit ni des hippies, ni des réactionnaires, plutôt des amoureux de la nature. Ils décident de descendre en kayak une rivière magnifique entourée de bois luxuriants avant qu'elle ne soit engloutie par un immense barrage. Je pense alors avoir affaire à un film un peu écolo, du style nature innocente contre destruction capitaliste – on parlait un peu comme ça en 1975. Nos quatre citadins garent leurs voitures dans un petit hameau, demandent aux villageois de bien vouloir amener les véhicules en aval de la rivière, et hop, en kayak ! Pendant trente-cinq minutes à peu près, il ne se passe rien, tout ce qu'on peut faire, c'est regarder quatre gars en kayak, écouter leurs discussions et admirer la nature, jusqu'à ce qu'ils rencontrent des « locaux ».

Arrêtons-nous un instant. L'ayant revu récemment, je me trompais lourdement. Je croyais qu'il ne se passait rien. L'essence même du film est visible dès le début : un conflit entre deux types de civilisation, toutes deux américaines pourtant, et, trop jeune à l'époque sans doute, je ne l'avais pas remarqué. En fait, ces quatre citadins ne sont pas si libéraux que ça. Ils affichent un mépris, même pas masqué, à l'égard de ces gens qui habitent loin de tout. Ils les considèrent comme membres d'une sous-humanité. Le personnage incarné par Ned Beatty est particulièrement odieux. Seul l'un d'entre eux, joué par Ronny Cox, tente un rapprochement à travers la musique lors d'un duo banjo / guitare qui deviendra d'ailleurs un immense succès lors de la publication de la musique du film.

En outre, les discussions qui précèdent la véritable action, sont loin d'être innocentes. Lewis (Burt Reynolds), en macho primaire, fait l'éloge de la « survivance », notion reprise de nos jours par une certaine extrême droite. Ed (Jon Voight) est sur le point de tuer à l'arc à flèches une biche, pour le plaisir. À la dernière seconde, son hésitation lui fait rater son tir. Intelligemment, John Boorman tourne cette scène de manière ambiguë : on ne saura pas si Ed a renoncé à tuer ou si c'est sa maladresse qui a sauvé la biche.

Après trente-cinq minutes, l'action, donc, laquelle peut faire entrer le film dans le style « *Backwoods brutality* ». Je ne vais pas la narrer, mais ces quatre hommes, d'abord victimes de locaux, vont réagir de manières très différentes. C'est avec un certain plaisir malsain que John Boorman va transformer le macho Lewis en marionnette pleurnicharde. Après une série d'épreuves traumatisantes, seuls trois d'entre eux survivent et arrivent, ni sains ni vraiment saufs, à leur destination où ils sont pris en charge

par d'autres « locaux » dont ils ont visiblement très peur. Mais, blessés à des degrés divers, ils doivent accepter leur hospitalité. Quand ils reprennent finalement leurs voitures, qu'ils retournent vers leurs cités et que le générique défile, on est en droit de se poser la question sur le titre même du film. Délivrance. De quoi ? Et pour qui ?

## « Massacre à la tronçonneuse » (*Texas Chain Saw Massacre*)

Film de Tobe Hooper (1974), avec Marilyn Burns, Teri McMinn, Jim Siedow, Ed Neal, Gunnar Hansen, John Dugan, Ed Guinn.

Pointons d'abord les rares points faibles de ce film dont tout le monde connaît l'existence mais que relativement peu de gens ont vu, et encore moins compris. Tout d'abord, le titre qui évoque une infâme série Z. Ensuite, l'accumulation d'images sinistres avant que l'action ne commence vraiment est un peu lourde, d'autant que la suite sera bâtie de façon plus subtile.

La première vision de ce film d'horreur constitue une expérience traumatisante, mais il existe plusieurs niveaux de lecture, c'est pourquoi il n'est pas déplacé d'en parler dans *Aide-mémoire*. Tourné au Texas en 1973, lors d'un été suffoquant, « TCM », l'abréviation la plus courante du titre, se veut aussi un portrait de l'Amérique déliquescence du début des années 1970. D'abord dans un style road movie, nous suivons cinq jeunes adultes, deux couples et un handicapé en chaise roulante, frère d'une des filles. Le groupe se rend dans un cimetière dont plusieurs tombes ont été profanées : le grand-père de Sally (Marilyn Burns) et Franklin (Paul A. Partain) y est enterré. Bonne nouvelle (une des seules du film) : la sépulture de l'aïeul est intacte. À partir de là et dans une ambiance de plus en plus menaçante (grâce, notamment, à l'excellente bande sonore bruitiste et abstraite de Wayne Bell et Tobe Hooper lui-même), notre quintette va rencontrer toute une série de personnages aux comportements aussi étranges que possible, ce qui accentue un certain malaise. Un cowboy qui impose plus qu'il ne propose son aide à Sally. Un ivrogne « qui sait des choses » (Joe Bill Hogan). Un auto-stoppeur (Ed Neal) pour le moins dérangé. Un laveur de voitures (Robert Courtin) qui s'amuse à fixer le soleil brûlant de l'après-midi et qui ne lave les voitures que lorsque son patron est tout près. Le patron de la station-service dépourvue d'essence (Jim Siedow), justement, qui se montre très aimable mais ne répond jamais vraiment aux questions qu'on lui pose. Nous reverrons certains de ces personnages qui s'avéreront extrêmement dangereux, d'autres pas. Gardons la surprise pour qui veut voir le film.

Progressivement, nous allons aboutir dans une « maison de l'horreur » dont l'extérieur de style colonial est curieusement très propre et avenant. Là habite une famille particulièrement dysfonctionnelle. Le grand-père centenaire (John Dugan) vit à l'étage, habillé en costume cravate malgré la chaleur étouffante – peut-être est-il déjà dans ses vêtements de cercueil. À ses côtés, le cadavre momifié de son épouse. Nous ne verrons personne de la génération suivante, et ne saurons rien d'eux. Mais la troisième génération ! Trois frères, dont le plus âgé pourrait être le père des cadets, tous deux des assassins psychopathes. L'aîné n'y voit aucun inconvénient, mais personnellement « ne prend pas de plaisir à tuer, c'est comme ça ».

Comme si cette famille était un archétype abstrait, on ne connaîtra jamais les prénoms ni le nom de ses membres. Seul le frère simplet qui porte un masque de cuir (Gunnar Hansen) est appelé à deux reprises du sobriquet de *Leatherface*. Une lecture possible de ce groupe, et c'est la mienne, est qu'en réalité il ne constitue que le grossissement jusqu'au grotesque de la cellule familiale blanche américaine moyenne. Certains possèdent des canaris, ici on a enfermé une poule dans une cage bien petite. Et ce n'est qu'une des images perturbantes qu'on rencontre dans cette maison. Ici, on doit bien se tenir à table, ordonne le frère aîné, et ce même si on est entouré de sculptures faites de restes humains, et peu importe si on a comme invitée involontaire une jeune femme destinée à se faire abattre à la fin du repas.



À regarder de plus près, les exactions ne se commettent que contre les personnes qui ont pénétré dans leur propriété privée. Ce ne sont pas des prédateurs qui opèrent en dehors de chez eux. Seul un des frères, le « mauvais garçon », perpètre des actes à l'extérieur, mais n'y tue personne. Il se contente de piller des tombes et de ramener à la maison des morceaux de cadavre – ce qui n'est quand même pas bien ! On pense à ce fait divers, postérieur au film et se passant en Louisiane, où un boucher d'un mètre nonante avait tué à la carabine un jeune touriste japonais égaré à qui il avait ordonné : « *Freeze !* », soit « *Gèle !* », donc « *Ne bouge pas !* » Le malheureux japonais ne connaissait pas l'argot de Louisiane, s'était encore avancé d'un pas et avait été descendu par le boucher. Dans un premier temps, la police locale avait relâché le boucher après son interrogatoire en estimant qu'il était dans son droit de propriétaire ! Et vous trouveriez que « TCM » serait un film absurde ?

Il y a curieusement une similarité avec une scène du film. *Leatherface*, également un géant, est en fait terrorisé par l'arrivée de ces jeunes égarés dans sa « zone de confort », et c'est peut-être pour cela qu'il les tue. Peut-être. Car il y a beaucoup de non-dits volontaires et d'ambiguïtés dans « TCM ». De façon assez ironique, quand ils arrivent dans la propriété sans nom, les jeunes sont filmés de manière à ce qu'ils ressemblent plus à des envahisseurs qu'aux innocents un peu perdus qu'ils sont.

Le nombre de personnages muets constitue un fait assez saisissant : *Leatherface*, mais aussi le grand-père et le laveur de voitures, comme s'ils faisaient partie d'un monde perdu où la parole n'est pas encore arrivée. Cette parole vient souvent de façon indirecte, via la radio qu'on entend à plusieurs reprises dans le film. C'est ainsi que Hooper, pourtant texan lui-même, se moque du chauvinisme local en faisant dire lors d'une interview au shérif local Jesus Maldonado qu'« il a des preuves irréfutables que les profanations de sépultures sont le fait de personnes étrangères au Texas », ce qui s'avérera faux. Une forme d'humour bizarre parsème d'ailleurs « TCM ». Alors qu'il vient d'enlever Sally et de la placer, ligotée et bâillonnée dans son pick-up, le frère aîné actionne le démarreur, se ravise, coupe le moteur, sort du véhicule, va éteindre la lumière à l'intérieur du bâtiment, se rassied et repart pour de bon en disant à une Sally gémissante : « L'électricité est tellement chère qu'il faut faire attention à tout si on ne veut pas tomber en faillite », sur le ton le plus badin qui soit, comme s'il discutait avec une bonne copine.

Lorsqu'il a auditionné le géant Gunnar Hansen qui allait jouer le rôle le plus brutal du film, Tobe Hooper a voulu s'assurer que l'homme n'était pas violent dans la vie. Il s'est avéré que non. Hansen était aussi poète et écrivain. Jim Siedow était également metteur en scène de théâtre spécialisé dans Shakespeare. On est donc loin d'un casting fait d'abrutis. L'ensemble des acteurs constitue en fait un « gang » de progressistes. Dans le très petit rôle d'un des rares « locaux » sympathiques, on trouve le vétéran John Henry Faulk, homme de théâtre et de radio qui avait souffert du maccarthysme. Dans les années soixante, le protest singer Phil Ochs lui avait dédié la chanson « *The Ballad Of Henry Faulk* ». Ed Guinn, qui incarne le camionneur qui sauve Sally in extremis de la mort, était bassiste et chanteur du groupe psychédélique The Conqueroo, un des rares groupes américains « mixtes » *black and white* des années soixante, avec Love, Sly & The Family Stone et The Chambers Brothers.

Pour préparer cet article, j'ai correspondu avec certains des acteurs : Teri McMinn, Ed Guinn et John Dugan. Ce dernier, qui jouait le rôle du centenaire décati, était en fait le plus jeune de la bande : il n'avait que vingt ans lors du tournage, petite marque supplémentaire de l'humour particulier de Hooper. Tous les trois m'ont dit qu'ils sont encore et toujours de sensibilité de gauche. Ce n'était pas un film « fasciste » comme on le disait parfois de certains films violents de l'époque. Sur les réseaux sociaux, ils n'ont de cesse de rappeler combien ils s'opposent à un Donald Trump. Le vrai massacre, non pas texan mais mondial, vient de gens comme lui.



page huit



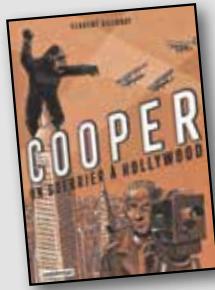
# La Bibliothèque George Orwell présente

Par Maud Liégeois, Justine Frigo, Romain Gazeau, Michel Recloux et Jérôme Delnooz, bibliothécaires

▼ = coup de cœur des bibliothécaires

- ▼ • **Florent Silloray**, *Cooper, un guerrier à Hollywood* Les Arènes, Casterman, 2018, 18€

Sous la forme d'une bande dessinée biographique, l'auteur aborde la vie du cinéaste de *King Kong*, Meriam C. Cooper. Une jeune étudiante en journalisme, Sarah Evans, a l'opportunité de le rencontrer afin de relater son parcours. Véritable aventurier de son siècle, Cooper est un homme aux multiples facettes : militaire, espion, pilote, producteur hollywoodien (et propagandiste...), ou encore militant contre le régime communiste. Il réalisa lors de ses expéditions les premiers films documentaires sur le règne animal, et par ses relations avec les tribus et indigènes, il donna un aperçu d'une Amérique



- ▼ • **Patrick Pécheront, Joe Pinelli**, *Das Feuer*, Casterman, 2018, 22€
- Ce livre est l'adaptation du roman d'Henri Barbusse, *Le Feu*, mais les auteurs ont transposé l'action du récit dans le camp allemand. L'histoire se passe pendant la Première Guerre mondiale, sous le point de vue d'un soldat allemand dans les tranchées. La bande dessinée essaie de montrer toute l'horreur de la guerre par des dessins sombres et violents avec un texte simple et direct. La transposition dans le camp allemand renforce le point de vue que tous les soldats ont vécu l'horreur de la guerre et que celle-ci est une ineptie.



- ▼ • **Florence Évrard, Colette Braeckman (préf.)**, *Dis, c'est quoi un génocide* Renaissance du Livre, 2018, 11,90€

Sous forme de dialogue, l'auteur débat autour de la question du génocide, qui reste plus que jamais cruciale dans nos sociétés actuelles. Dans la mémoire collective, le génocide est étroitement lié à la Shoah mais qu'en est-il des autres ? Le génocide des Juifs, malgré la prévention et les slogans scandés tels que « Plus jamais ça ! », n'a pas empêché la récurrence, comme les Tutsi au Rwanda, ou encore plus récemment, les Yézidis ou les Rohingyas. Face à la montée des extrémismes et des populismes, ce livre essaie d'aiguiller les jeunes générations dans la compréhension mais aussi dans la lutte contre le négationnisme, les idéologies extrémistes et les violences de masse.



- ▼ • **Park Kun-Woong**, *Le livre de Jessie : journal de guerre d'une famille coréenne*, Casterman, 2019, 24€

Ce roman graphique relate l'histoire de Jessie et de sa famille qui ont fui pendant la guerre sino-japonaise. Ce témoignage a été recueilli à partir d'un journal écrit par les parents de Jessie depuis sa naissance et qui raconte les six longues années de guerre, de fuite et de privation qu'ils ont endurée. Il y a un contraste entre les parents attachés à leur terre natale et à leurs racines et la petite Jessie représentant l'espoir d'un avenir meilleur. L'auteur a retranscrit fidèlement leur histoire, s'effaçant pour ne pas trahir les mots de ses héros. À travers une mise en image très sobre, l'auteur évite volontairement tous les effets de style pour se concentrer uniquement sur les faits.



- ▼ • **Coralie Vankerkhoven**, *Se rêver rescapé : essai sur des faussaires de la Shoah*, EME, 2018, 14€

Une analyse psychanalytique lacanienne de deux menteurs, Benjamin Wilkomirski et Mischa Defonseca. Tous deux ont écrit des livres racontant leur survie au sein de la Shoah. « *Fragments et Survivre [avec les loups]* » sont une façon de dire, une élucubration particulière face à ce tragique... Il ne s'agit pas de donner du sens mais de remettre la cause de l'énonciation au cœur d'une lecture non raisonnable ». Le livre parle aussi de ce qui a mené certains journalistes à trouver la faille dans la véracité de ces témoignages.



- ▼ • **Noam Chomsky**, *Qui mène le monde ?*, Lux, 2018, 20€

Dans ce livre achevé au lendemain de l'élection de Donald Trump, Noam Chomsky fait le point sur toute la géopolitique du XXI<sup>e</sup> siècle. De la montée de la puissance chinoise (qui risque de bousculer l'« ordre mondial » aux dépens des États-Unis longtemps considérés comme les premiers), à l'enlisement du conflit israélo-palestinien, en passant par la lutte contre le terrorisme dans le monde, l'auteur offre une vue d'ensemble sur la complexité du monde. « Qui mène le monde ? Il n'existe pas de réponse simple et définitive à la question que soulève le titre de ce livre. Le monde est beaucoup trop complexe et varié pour cela. »



- ▼ • **Evelyne Josse, Jean-Claude Maes**, *Se protéger du radicalisme*, Couleur livres, 2018, 18€

En débutant sur le témoignage d'une mère qui explique les motivations de son fils parti s'engager en Syrie, les auteurs nous offrent une synthèse des raisons qui peuvent pousser au radicalisme. Le livre se veut une cartographie de la radicalisation. Les chercheurs réussissent à développer des pistes intéressantes mais le mélange de points de vue qu'ils soient psychologiques, philosophiques ou sociaux peuvent, par moment, perdre le lecteur. Dommage aussi que le titre du livre soit mal choisi. En effet, il est plus question de comprendre le radicalisme que de s'en protéger.



- ▼ • **Annelise Heurtier**, *La fille d'avril*, Casterman, 2018, 13,90€

Septembre 1966, France. Catherine, jeune fille issue d'une famille ouvrière, intègre le collège Saint-Charles pour y poursuivre ses études. Elle commence alors à réfléchir à sa condition de femme et aspire à s'en défaire. Elle se trouve alors une passion : la course à pied. Avidée de liberté, elle veut réaliser ses rêves et construire son propre chemin. Elle veut s'émanciper même si cela n'est pas « convenable » pour une jeune fille de l'époque. L'auteur s'est inspirée de faits réels et de l'histoire de Kathrine Switzer, qui en 1967, s'est inscrite au marathon de Boston alors que cela était interdit aux femmes. Touchante et naïve, l'héroïne n'hésite pas à aller contre les interdits pour exercer sa passion.



- ▼ • **Mark Bray**, *L'antifascisme : son passé, son présent et son avenir*, Lux, 2018, 22€

Ce texte qui se veut une enquête passionnante depuis l'intérieur des mouvements antifascistes européens et américains est très documenté et au final en fait un livre essentiel ! À lire de toute urgence ! Et comme dit l'auteur dans sa conclusion : « Les antifascistes doivent non seulement faire attention à ceux qui s'organisent au nom de la suprématie blanche et à ceux qui répètent des slogans racistes, mais aussi à ceux qui ne disent rien du tout. »



- ▼ • **Éric de Beukelaer, Bruno Colmant**, *Le prêtre et l'économiste : regards croisés sur l'avenir de la société*, Renaissance du Livre, 2018, 11,90€

Interview croisée interrogeant un économiste (Bruno Colmant) et un prêtre (Éric de Beukelaer) à propos de la crise financière de 2008, ils débattent de celle-ci à travers plusieurs questions : la crise de 2008 était-elle seulement financière ou s'agissait-il d'un réel basculement sociétal ? Le système capitaliste a-t-il encore de l'avenir ? Comment repenser croissance et solidarité ? Ils confrontent ainsi leur vision de l'économie de marché et de la doctrine sociale de l'Église tout en jetant un avertissement croisé et prospectif sur les prochaines années.



- ▼ • **Jean Somers, Olivia Chaumont (préf.)**, *Dis, c'est quoi la franc-maçonnerie ?*, Renaissance du Livre, 2018, 11,90€

Au cours d'un dialogue imaginaire avec l'aîné de ses petits-fils, l'auteur essaie de déconstruire les préjugés autour de la franc-maçonnerie en répondant aux questions qui lui sont posées. Réputée comme étant une société secrète et mystérieuse, la franc-maçonnerie se révèle être un ordre fondé sur la moralité, la tolérance et la fraternité et qui a pour but de réunir les êtres humains malgré leurs différences. Lui-même franc-maçon, l'auteur milite en faveur d'une réforme qui démystifiera la franc-maçonnerie et lui rendra son statut d'institution morale. Mais l'auteur s'attardera aussi sur certains paradoxes comme le fait que la majorité des « Loges » persistent à ne pas accepter de femmes.



- ▼ • **Thierry Grisar**, *Mai 68, amon nos-ôtes*, Éd. du Cerisier, 2019, 11,50€

Ce petit livre (pas rouge) est la mémoire du mouvement étudiant à Liège entre mai 68 et mars 69. Il n'est pas question de barricades, ni d'émeutes – même si certains auraient bien voulu – mais d'un moment de démocratisation de l'Université qui, enfin, descend de son piédestal pour être à l'écoute de ses étudiants. En plus de l'auteur, président de l'Union générale des étudiants à cette époque, d'autres « agitateurs » sont cités comme Guy Quaden, Ludo Wirix... ils firent boule de neige. Mai 68 ne serait rien sans ses caricatures. Le livre comporte quelques dessins hilarants de Chuck.



- ▼ • **Anne-Cécile Robert, Éric Dupont-Moretti (préf.)**, *La stratégie de l'émotion*, Lux, 2018, 12€

Dans la lignée de *La stratégie du choc* de Naomi Klein, qui montrait que le capitalisme utilisait les catastrophes pour croître, Anne-Cécile Robert y ajoute le « contrôle social par l'émotion ». Cette omniprésence des émotions dans la société pousse les humains à réagir « émotionnellement », à s'identifier toujours plus aux victimes, en dépit de la raison. Les médias et les réseaux sociaux accentuent le phénomène tandis que les politiques jouent sur la mise en scène. Le but du livre n'est pas de condamner les émotions, mais de voir les choses autrement que sous le prisme affectif, en revenant à la raison et en agissant contre les injustices et les inégalités.



**Vous découvrirez d'autres recensions de livres sur la page « Bibliothèque George Orwell » du site Internet des Territoires de la Mémoire, notamment :**

- ▼ • **Jérôme Jamin**, *Le populisme aux États-Unis : un regard pour l'Europe*, Le Centre d'Action Laïque, coll. Liberté j'écris ton nom, 2018, 10€
- ▼ • **Leïla Al-Shami, Robin Yassin-Kassab**, *Burning country : au cœur de la révolution syrienne*, L'Echappée, 2019, 18€
- ▼ • **François Gemenne, Pierre Verbeeren**, *Au-delà des frontières : pour une justice migratoire*, Centre d'Action Laïque, coll. « Liberté j'écris ton nom », 2018, 10€
- ▼ • **Enzo Traverso**, *La pensée dispersée : figures de l'exil juif*, Lignes, nouvelle édition, 2019, 19€

- ▼ • **Karine Parrot**, *Carte blanche : l'État contre les étrangers*, La Fabrique, 2019, 15€

Avec cet essai, Karine Parrot nous montre les pratiques de l'État français pour lutter contre les personnes dites « étrangères ». Pour ce faire, l'auteure remonte au concept même de nationalité, nous parle de la colonisation, de l'immigration et des barrières juridiques répressives envers ces personnes. Les recherches de l'auteure, par ses observations sur le terrain et ses analyses politiques, nous donnent à voir un dysfonctionnement de l'État et nous permet à nous, lecteurs, de nous poser des questions sur la manière de se solidariser et de lutter afin que l'humain revienne enfin au centre des débats.



Ces livres sont disponibles en prêt à la Bibliothèque George Orwell des Territoires de la Mémoire ou à la vente dans les bonnes librairies dont la librairie Stéphane Hessel à la Cité Miroir.



# « Mots »

Par Henri Deleersnijder

## Jaune

N'a-t-on pas tout dit, et son contraire, des gilets jaunes ? Du caractère protéiforme de ce mouvement social né en novembre 2018 ? De sa spontanéité issue en-dehors de tous les radars médiatiques et de tous les agendas politiques ? De la vive sympathie qu'il a aussi suscitée, bien au-delà des frontières de l'Hexagone d'ailleurs ? Des débordements violents de tous ordres enfin auxquels il a donné lieu au fur et à mesure que les actes du samedi s'échelonnaient au fil des semaines ?

Raison pour laquelle il ne sera pas ajouté la moindre tentative de décryptage de cet ample et durable phénomène dans cette chronique : selon la loi du genre, une certaine brièveté y est nécessairement de rigueur.

Le jaune, en revanche, retiendra son attention. Voilà une couleur qui, historiquement, n'a pas bonne réputation, en Occident du moins. Par son ordonnance de 1269 déjà, Saint Louis, alias le roi Louis IX, impose aux Juifs le port d'une rouelle jaune sur leur vêtement. Symbole chrétien de la trahison, cette couleur était méprisante entre toutes à l'époque médiévale et rappelait les 30 deniers d'or que Judas avait acceptés – selon les Évangiles canoniques – après avoir livré Jésus aux grands prêtres de Jérusalem. Et l'on sait que l'étoile jaune sera imposée par le régime nazi à partir du 1<sup>er</sup> septembre 1941 à tous les Juifs d'Allemagne, dès l'âge de 6 ans ; en 1942, la mesure sera d'application en France, en Belgique et aux Pays-Bas.

Pérennité de certaines représentations mentales, chromatiques en l'occurrence. Aujourd'hui encore, alors que le bleu emporte l'adhésion de la plupart de nos contemporains, le jaune reste largement une marque d'infamie. Qu'il soit employé comme adjectif ou comme nom, le mot est affublé d'une nette résonance péjorative. On se souvient, par exemple, du « péril jaune », expression à forte dose raciste, désignant jadis une soi-disant poussée démographique chinoise, mais mutée de nos jours en réelle menace économique. Un « jaune », par ailleurs, est un ouvrier qui refuse de prendre part à une grève mais accepte sans honte le bénéfice arraché par le combat des autres. Quant au « visage jaunâtre », il est le signe manifeste d'une affection passagère (une « jaunisse » ?), voire d'un état de santé déficient sinon alarmant. Un peu à l'instar de ces feuilles d'automne, que rudoient les premiers frimas et qui perdent irrémédiablement la vigueur de leur verte saison...

On dira que, dans un registre plus estival, c'est faire peu de cas du « maillot jaune » ! Sauf que si ce justaucorps a servi à désigner à partir de 1919 le coureur en tête du classement du Tour de France, c'est parce que le journal *L'Auto*, parrain de l'épreuve et ancêtre de *L'Équipe*, était imprimé sur du papier... jaune. On se plaira dès lors à penser que, se surajoutant au rôle des peintres impressionnistes valorisant le jaune, également au Van Gogh des champs de blé et des tournesols, le sport cycliste (merci, Eddy Merckx !) a donné à sa façon des lettres de noblesse à une couleur qui a tant pâti au fil du temps de la concurrence écrasante de l'or, métal monopolisant depuis les temps immémoriaux lumière, chaleur et richesse.

« Le jaune a un bel avenir devant lui », estime Michel Pastoureau, historien et anthropologue qui a inspiré les lignes de cette chronique<sup>1</sup>. Il reste dès lors aux gilets jaunes de ne pas démentir cette bonne nouvelle. Déjà qu'ils ont permis, cahin-caha, de rendre *visibles* des citoyens et citoyennes de la France dite *invisible*, celle-là même qui est en butte aux difficultés matérielles de l'existence et qui se sent oubliée par les pouvoirs qu'un langage actuel appelle communément « hors-sol ». Le jaune, si souvent disqualifié dans le passé, y a contribué : ce n'est pas le moindre de ses mérites. ••

<sup>1</sup> Voir Michel PASTOUREAU et Dominique SIMONNET, *Le petit livre des couleurs*, coll. « Points Histoire », Paris, éditions du Panama, 2005.

## Génocide et démocratie

par Michel Nejszaten

Le sociologue juif polonais Zygmunt Bauman, dont la femme a été incarcérée à Auschwitz et qui a écrit son calvaire dans deux livres, a combattu dans l'armée polonaise communiste, puis il a connu l'antisémitisme dans la Pologne socialiste et est parti en Angleterre. Son livre *Modernité et holocauste*<sup>1</sup> date de quelques années ; à l'époque, il a créé des remous dans les milieux spécialisés. Revenons sur ce texte assez surprenant.

Le génocide des Juifs est souvent considéré comme un accident de l'Histoire, dû à une série de facteurs improbables et qui n'a aucune possibilité de se reproduire. Pour certains, il serait même spécifique aux Juifs, leur appartiendrait en quelque sorte et les conditions historiques ayant changé, il doit simplement rester dans la mémoire des communautés juives et des proches non-juifs : un devoir de vigilance suffirait à empêcher toute récidive. Selon Bauman, bien au contraire, le génocide est un produit de la civilisation, il en est sa face cachée et rien ne permet de penser qu'il ne se renouvellera pas envers l'une ou l'autre minorité.

Bauman étudie la logique du génocide pour montrer son implacable « rationalité ». Hitler a décidé que l'Allemagne devait être « *Judenfrei* » (« sans Juifs »). Tout le reste a découlé selon une logique propre à nos sociétés. D'abord, l'émigration des Juifs a été encouragée, avec en 1935 interdiction de revenir en Allemagne sous peine d'être incarcéré. Les nazis ont ensuite recherché un territoire pour les y envoyer. Une partie de l'Union soviétique a été envisagée, mais la guerre se poursuivant, le territoire n'était pas accessible. Madagascar a aussi été envisagé comme destination pour les communautés juives. Tous ces projets sont tombés à l'eau. La solution la plus efficace et la moins coûteuse pour le « *Judenfrei* » était l'élimination physique des Juifs. Commença alors l'extermination par les *Einsatzgruppen*<sup>2</sup>. Mais les assassins nazis se trouvaient trop près des victimes quand ils fusillaient, l'épreuve devenait trop pénible. L'extermination à l'entrée des camps par le gaz a ainsi résolu le problème. Celui qui déversait le gaz ne voyait rien, il pouvait assassiner sans observer les morts.

Tout le mécanisme du génocide a été mis en branle par des bureaucrates obéissants. Des entreprises ont fourni le gaz mortel, des savants l'ont mis au point et ont étudié la disposition des lieux. La construction des bâtiments, le transport par chemin de fer... tout s'est déroulé normalement, comme pour l'acheminement de marchandises dans un local prévu à cet effet. Le docteur Mengele a été formé dans une université, des anthropologues universitaires ont prétendu que le racisme avait un sens. Les Églises se sont tues en chœur et Hitler est resté un catholique... Ce sont bien les institutions à la base des sociétés dites démocratiques qui sont à l'origine du génocide et en ont assuré l'exécution. Les SS « anormaux », trop excités, auraient été écartés des processus et auraient représenté 10% de l'effectif.

Bauman compare ce processus au taylorisme, au travail à la chaîne où chaque opérateur ne connaît que son secteur et effectue son travail sans se poser de questions sur son utilité et sa destination. Si l'on s'en tient aux seuls États-Unis, les bombes d'Hiroshima et de Nagasaki étaient déjà des crimes contre l'humanité, visant délibérément des civils, ce qui est formellement interdit par les conventions internationales.

Récemment, la RTBF a programmé un documentaire sur la CIA qui donne froid dans le dos. On lit dans *Le Soir* du 22 août 2018 : « Évoquons les tests à grande échelle, comme celui de diffuser un virus bénin dans le métro de New York, à l'insu des usagers, pour calculer la vitesse de propagation d'une arme chimique ou biologique en cas de guerre virale. Au Guatemala, pays étant alors sous la coupe américaine, des centaines de patients, des soldats, des prostituées, des détenus et même des enfants vont se voir inoculer la syphilis à des fins d'expérience. Les États-Unis ont été condamnés pour ce projet qui

a fait 83 morts. Mais l'agence, comme les autres organismes se livrant à la recherche militaire (armée de terre, de l'air, marine, etc.) va aussi faire appel au peuple américain pour lui servir de rats de laboratoire. Au sortir de l'après-guerre et avec l'émergence de la guerre froide, au cours des années 50, 60 et 70, des dizaines de milliers de personnes ont servi de cobayes, de manière volontaire ou non, dans le but de faire avancer la recherche à des fins militaires. Sous prétexte par exemple de l'étude du cerveau humain, des milliers de personnes se sont prêtées ou ont été soumises à des traitements à base de drogues. Le vrai but des scientifiques financés par la CIA : transformer ces cobayes à leur insu en robots humains, leur faire subir un lavage de cerveau, leur effacer la mémoire et les remodeler en véritables armes humaines. [...] Notamment [Gina] n'arrive pas à se sortir de la tête la vision d'autres patients harnachés et enfermés dans des tubes et soumis à un matraquage psychologique, écoutant pendant des heures des ordres répétitifs enregistrés et diffusés à des puissances variables. Pour faciliter l'admission de ces traitements spéciaux de lavage de cerveau, les chercheurs ont eu recours à pas moins de 125 substances chimiques différentes. La plus célèbre des drogues utilisées fut le LSD... »

Bauman prend encore l'exemple d'ouvriers d'une usine d'armement qui se réjouissent d'un sursis accordé à leur entreprise sans se préoccuper de l'usage des armes qu'ils produisent, ou les personnes qui sont satisfaites d'une baisse des prix de la nourriture, alors que la famine sévit en Éthiopie. Selon lui, il faut trois conditions pour qu'un génocide se mette en place : la violence autorisée par l'État ; la banalisation des actions violentes par le biais des règlements ; la déshumanisation des victimes.

Lorsqu'on admet la chasse aux réfugiés sous prétexte d'appréhender des passeurs, lorsqu'on trouve normal d'expulser les réfugiés avec leur famille – femme et enfants –, lorsqu'on les laisse se noyer dans la mer Méditerranée ou dans l'océan en refusant qu'on se porte à leur secours, on n'est pas loin des trois conditions nécessaires pour un génocide. Puisqu'il s'agit là de la face cachée des démocraties occidentales, le mot démocratie perd son sens ; nous ne vivons pas en démocratie, nous sommes sans cesse à la merci de tendances génocidaires, nous ou les populations des pays du Sud ravagés par les multinationales.

Bauman prône le pluralisme et l'autogestion pour réellement vivre en démocratie. Il faudra certainement plus que cela.

<sup>1</sup> Zygmunt Bauman, *Modernité et Holocauste*, Bruxelles, Complexe, 2008. Il fut édité une première fois en 2002, par les éditions parisiennes La Fabrique (Ndr).

<sup>2</sup> « Les Einsatzgruppen (groupes d'intervention) étaient des unités de police politique militarisées du III<sup>e</sup> Reich [chargées] de l'assassinat systématique des opposants réels ou imaginaires au régime nazi et en particulier des Juifs. [...] De 1940 à 1943, les Einsatzgruppen assassinèrent plus d'un million de personnes, essentiellement des Juifs et, à partir du 22 juin 1941, des prisonniers de guerre soviétiques. Leur action fut la première phase de la Shoah, dans un premier temps les fusillades [...] et dans un deuxième temps les camions à gaz itinérants, avant la mise en place des camps d'extermination. » (Wikipédia)



# Identitaire ou nationaliste : en un mot Fasciste !

U n e c h r o n i q u e d e J u l i e n D o h e t

À la veille d'une triple échéance électorale, nous allons dans cette chronique revenir sur la première élection à laquelle a participé Nation, et ce à travers l'analyse de son organe de presse de mars 2002 à avril 2003. Outre que ce parti se définit lui-même comme radical, il est intéressant de voir que son nom, pour les élections de mai 2003, signifiait « Nouvelle Alliance pour la Tradition, l'Identité, l'Ordre et la Nation<sup>2</sup> ». Tout un programme en soi. Nation n'a jamais réussi au cours de ses presque 20 ans d'existence, et malgré son activité militante et ses efforts de structuration, à percer électoralement ni à empêcher d'autres structures de vouloir incarner l'extrême droite en Belgique francophone<sup>3</sup>.

## Un groupuscule clairement d'extrême droite

Nation est fondé en septembre 1999 par les courants radicaux de l'extrême droite belge francophone déçus des échecs successifs du Front National de Daniel Féret et de ses diverses dissidences. Son fondateur, et toujours actuellement seul réel chef, Hervé Van Laethem, a déjà un long parcours derrière lui puisqu'il était actif au sein du groupe néonazi l'Assaut (dont Nation reprend d'ailleurs la rune d'Odal en plus de la classique croix celtique, les deux en blanc sur fond noir) et était passé par le Front Nouveau de Belgique. Dès le départ, Nation se dit « la seule opposition nationaliste au Régime en Belgique francophone<sup>4</sup> » et se targue, malgré l'existence d'autres mouvements qui feront de meilleur score électoraux, d'avoir « réalisé l'unité. La seule qui compte : celle des militants. Anciens du PFN, du FN<sup>5</sup>, du FNB, du Bloc Wallon et du PCN, ce sont des militants et des cadres de toutes origines politiques qui ont rejoint notre mouvement<sup>6</sup> ». Soulignons que la diversité des origines politiques indiquées ici ne désigne que les divers courants de l'extrême droite.

Les premiers adversaires de Nation sont clairement identifiés : « un ramassis de ce qui se fait de mieux chez les adeptes de la multiculturalité : punks, anars, autonomes, squatters, et on en passe...<sup>7</sup> », appelés aussi « anarchistes de chez Aldi<sup>8</sup> ». Avec des détournements de slogan comme dans cet éditorial se terminant par : « Pasaran ! Nous passerons et tant pis pour les « démocrates » qui étaient habitués à ne plus entendre de voix discordantes. Les vrais nationalistes sont de retour et nous incarnerons bientôt l'unique opposition<sup>9</sup>. »

Les alliés sont eux identifiés au fur et à mesure d'articles expliquant les manifestations et meetings auxquels Nation participe. À chaque fois des groupes bien ancrés à l'extrême droite, souvent ouvertement néo-nazis, et gravitant à la marge des partis « fréquentables ». Ainsi, accompagné d'une photo où l'on retrouve une banderole avec la croix celtique blanche sur fond noir est signalé que « une délégation de Jeune Nation a participé à une manifestation anti-mondialisation du Mouvement Social Républicain<sup>10</sup> » ou quand Nation dans un long article dénonce « la campagne médiatique enclenchée contre l'Unité Radicale » suite à l'attentat manqué d'un de ses membres, Maxime Brunerie, contre Jacques Chirac. Attentat dont Nation n'hésite pas à douter de la réalité dans un article au style complotiste<sup>11</sup> que l'on retrouvera quand il s'agit de parler du 11 Septembre<sup>12</sup>. Mais aussi avec la présence à l'université d'été du NPD et la présence des Roumains de Noua Dreapta à son second congrès<sup>13</sup>, de Democratici Egalitari d'Azion italien à une autre activité<sup>14</sup>. De manière plus large, un article annonçant la création d'un « site d'information alternative » cite qu'il s'adresse aux « patriotes et nationalistes, radicaux ou militants de droite, nationaux-révolutionnaires ou identitaires, catholiques traditionnalistes<sup>15</sup> ou païens<sup>16</sup>(...) combattants du Liban chrétien (...)»<sup>17</sup>. Au détour des pages, on retrouve aussi une allusion à la « contre-encyclopédie » et à une de ses notices consacrée au collaborateur Abel Bonnard<sup>18</sup>.

## Une idéologie fasciste

Nation aime à se positionner comme une troisième voie identitaire, nationaliste, qui lutte à la fois contre le capitalisme mondial et contre la gauche. Il rejoint ainsi un positionnement déjà maintes fois rencontré dans cette chronique<sup>19</sup> qui est un des aspects qui distinguent le fascisme de la droite extrême<sup>20</sup> quand on cherche à affiner les définitions. Cette posture qui remonte aux années 30 est ouvertement assumée : « la progression fulgurante des fascismes dans les années 20 et 30 prouve indubitablement que l'amélioration des conditions de vie des groupes humains a été le cheval de bataille d'autres mouvements qu'on situe à tort à l'extrême droite de l'échiquier<sup>21</sup>. »

Au niveau des aspects programmatiques, Nation dénonce avec force la volonté de dépénaliser les drogues douces surtout poussée par les « khmers verts » écologistes<sup>22</sup>. Il s'attaque aussi au Tribunal pénal International vu comme « la plus récente concrétisation de cet impérialisme éthique, prétentieux et philosophiquement aberrant<sup>23</sup> ». Il est au niveau sécuritaire pour « une tolérance zéro à toutes les sortes de délinquance » qui implique l'abaissement de l'âge légal pour aller en prison à 14 ans, le rétablissement de la peine de mort (avec une banderole significative montrant une corde de pendu avec le slogan « du chanvre pour les dealers » ou la sentence « la seule thérapie à appliquer aux pédophiles est celle de la corde de chanvre »), et « enfin et surtout, il faut mettre la magistrature et les administrations pénitentiaires devant leur responsabilité et ne pas hésiter à tenir pour responsables sur un plan civil et pénal, les magistrats et/ou fonctionnaires qui libéreraient des détenus qui récidivent après leur sortie<sup>24</sup> ». Un discours justifié par le fait que l'on vivrait en « voyoucratie ». L'homophobie n'est pas oubliée qui parle de « la grande rage du lobby gay » et « des adeptes de sodomie » pour dénoncer le fait que l'on touche le fonds au niveau des mœurs de la société<sup>25</sup>. Et sur la question sociale on retrouve la traditionnelle vision corporatiste<sup>26</sup> contre les syndicats et pour « la mise en place de systèmes de concertation (...) à l'opposé de la logique de lutte des classes (...) la cogestion dans les entreprises au sein d'organes de collaboration entre les différentes catégories de personnel<sup>27</sup> ».

Dans sa stratégie activiste<sup>28</sup>, Nation aime créer des structures parallèles comme « Résistance verte » qui était principalement destinée à utiliser la dénonciation des conditions d'abattage des moutons à l'occasion de la fête de l'Aït El Kebir pour couvrir un discours raciste contre les musulmans dont le danger de la présence en Belgique est une obsession répétée pages après pages. Un discours raciste maîtrisé mais qui affleure à de multiples reprises comme lorsque l'on évoque « le vrai visage du racisme anti-blanc » et le « métissage expérimental décidé d'en haut » dans un article illustré par une photo d'un couple multi-ethnique dont la légende parle de « déviance » et « d'échec de la société métissée<sup>29</sup> ». Le tout mâtiné de théorie du « grand remplacement » comme quand Nation explique que « ce sont des scientifiques allemands qui le dévoilent : il n'y aura plus de blonds en 2200 ! Leur population est trop réduite pour que l'espèce se perpétue d'ici 200 ans. Nul doute que cette nouvelle réjouira les adeptes de la société métissée dans l'attente d'une autre meilleure nouvelle : la disparition à termes des derniers autochtones européens de souche en Europe<sup>30</sup> ».

On retrouve enfin la question du darwinisme social : « Ces nations sont comme des familles au sein de l'espèce humaine. Où peut-on être mieux qu'au sein de sa famille ? Cette tendance innée des peuples à se regrouper en nations est universelle et se fonde sur un instinct qui dépasse la seule humanité : il plonge dans notre nature animale. Et c'est faire preuve d'une vanité immense que de faire un autre choix, au nom de considérations idéologiques qui nient les lois naturelles et ont la prétention de les transcender<sup>31</sup>. » Ce concept est explicité dans un long article qui clame clairement que « nous sommes contre le mélange des genres : que ceux-ci soient culturels, ethniques ou religieux » alors que « de plus en plus d'éléments de différentes civilisations « exotiques » sont peu à peu introduits en Europe » menaçant ainsi « notre propre civilisation, notre culture identitaire ». Et de regretter que les enfants

connaissent plus Shéhérazade que Brunehilde... Et donc, dans cet article faisant référence à Dominique Venner, de parler clairement de la guerre des civilisations « l'islam et le monde musulman sont tellement différents de notre atavisme culturel celto-germanique, mâtiné de culture gréco-romaine et saupoudré de deux mille ans de christianisme, que ces deux types de civilisations, se trouvant pratiquement à l'opposé l'un de l'autre, devenant ainsi antagonistes<sup>32</sup> ». Le programme de Nation veut donc mettre fin au « développement des cultures extra-européennes » car « chaque culture est une conception du monde autonome<sup>33</sup> ».

Nous voyons ainsi à nouveau que Nation est loin d'être un parti anodin et que sa faiblesse électorale et militante depuis vingt ans, compensée par un activisme intense, ne doit pas nous faire sous-estimer le danger qu'il représente.

- 1 Parti dont nous avons déjà parlé dans cette chronique. Voir « Le triangle vert et autres découvertes dans le monde virtuel » in *Aide-mémoire* n°79 de janvier-mars 2017 et « Un « on est chez nous » d'exclusion » in *Aide-mémoire* n°81 de juillet-septembre 2017.
- 2 Formulaire de recueil des signatures permettant de se présenter aux élections inséré dans *Nation infos* n°32 de janvier 2003.
- 3 Voir J. Dohet, J. Faniel (et alii), « Les partis sans représentation parlementaire fédérale », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n°2206-2207, 2014, pp. 56-72 (62-64 sur Nation spécifiquement).
- 4 « Appel : l'unité enfin réalisée ? » in *Nation infos* n°28 de juillet/août 2002, p.7.
- 5 Voir « Nouveau FN, vieille idéologie » in *Aide-mémoire* n°43 de janvier-mars 2008.
- 6 « Quelques réponses à des questions primordiales » in *Nation infos*, n°34, mars-avril 2003, p.2.
- 7 *Nation infos* n°25 de mars 2002, p.5.
- 8 *Nation infos* n°25 de mars 2002, p.9 Expression que l'on retrouve en 2019 dans un article consacré à l'action antifasciste contre la conférence de Théo Francken à Verviers le 19 février.
- 9 *Nation infos*, n°29 de septembre 2002, p.2.
- 10 *Nation infos* n°28 de juillet/août 2002, p.4.
- 11 « Attentat du 14 juillet : mise au point » in *Nation infos* n°28 de juillet/août 2002, p.5.
- 12 « Réflexions américaines » in *Nation infos* n°28 de juillet/août 2002, p.11 qui commence ainsi « et si le 11 septembre n'était qu'une vaste opération boursière ».
- 13 *Nation Infos* n°30 de novembre 2002, p.6.
- 14 *Nation infos* n°34 de mars/avril 2003, p.7.
- 15 Voir « La Loi du décalogue » in *Aide-mémoire* n°64 d'avril-juin 2013.
- 16 Voir « La tendance païenne de l'extrême droite » in *Aide-mémoire* n°38 d'octobre-décembre 2006.
- 17 « Création du site Internet d'information alternative AlterMedia » in *Nation infos* n°31 de décembre 2002, p.8.
- 18 « Lectures Françaises » in *Nation Infos* n°32 de janvier 2003, p.6. Lectures Françaises est un périodique... Sur Abel Bonnard voir « Un homosexuel collaborationniste » in *Aide-mémoire* n°68 d'avril-juin 2014.
- 19 Voir notamment « Un vrai fasciste : ni de droite, ni de gauche mais... d'extrême droite » in *Aide-mémoire* n°31 de janvier-mars 2005 ; « Du socialisme au fascisme » in *Aide-mémoire* n°41 de juillet-septembre 2007 ; « Le fascisme n'a pas confiance dans le peuple » in *Aide-mémoire* n°53 de juillet-septembre 2010.
- 20 Voir « De la nuance entre droite radicale et extrême droite » in *Aide-mémoire* n°77 de juillet-août-septembre 2016.
- 21 M. Germain, « Le social : finie la chasse gardée de la gauche ! » in *Nation infos* n°25 de mars 2002, p.2.
- 22 « Ecolo est nuisible à la société » in *Nation infos* n°31 de décembre 2002, p.2.
- 23 I. Lemaire, « Des nations ou un empire ? Nationalisme contre impérialisme » in *Nation Infos* n°25 de mars 2002, p.9.
- 24 « Insécurité : il existe des solutions » in *Nation Infos* n°26 d'avril 2002, p.2.
- 25 « Zone verte ou rose » in *Nation infos* n°29 de septembre 2002, p.9.
- 26 Voir « Force, Joie et Travail ! » in *Aide-mémoire* n°45 de juillet-septembre 2008, « L'extrême droite défend-elle les travailleurs ? » in *Aide-mémoire* n°60 d'avril-juin 2012 et « La « démocratie autoritaire » pour le bien des travailleurs » in *Aide-mémoire* n°65 de juillet-septembre 2013.
- 27 « Combattre l'injustice sociale » in *Nation infos* n°34 de mars-avril 2003, p.6.
- 28 Nation se revendique du courant incarné par François Duprat, voir « Plongée chez les radicaux de l'extrême droite » in *Aide-mémoire* n°76 d'avril-juin 2016.
- 29 M. Germain, « Société multiculturelle : les masques tombent » in *Nation infos* n°26 d'avril 2002, p.5.
- 30 *Nation Infos* n°30 de novembre 2002, p.9.
- 31 I. Lemaire, « Des nations... », art. cit., p.8.
- 32 L. Torreele, « Amalgame, culture et identité » in *Nation infos* n°31 de décembre 2002, pp.6-7.
- 33 « Culture : Tag et rap, deux onomatopées pour un avenir ! » in *Nations infos* n°34 de mars/avril 2003, p.4.







**Le réseau « Territoire de Mémoire »**  
 Les villes ou les communes  
 Aiseau-Presles, Amay, Andenne, Anderlecht, Anderlues, Anhée, Ans, Anthistes, Antoing, Arlon, Assesse, Aubange, Awans, Aywaille, Bassenge, Bastogne, Beaumont, Beauraing, Beauvechain, Beyne-Heusay, Beloeil, Berloz, Bertrix, Bievre, Blegny, Bouillon, Boussu, Braine-l'Alleud, Braine-le-Château, Braine-le-Comte, Braives, Bruxelles, Chapelle-lez-Herlaimont, Charleroi, Chaudfontaine, Chaumont-Gistoux, Chièvres, Chimay, Chiny, Ciney, Clavier, Colfontaine, Comblain-au-Pont, Comines-Warneton, Courcelles, Court-Saint-Étienne, Couvin, Dalhem, Dison, Donceel, Durbuy, Ecaussines, Enghien, Engis, Erezée, Esneux, Etterbeek, Evere, Farciennes, Fernelmont, Ferrières, Fexhe-le-Haut-Clocher, Flémalle, Fléron, Fleurus, Flobecq, Floreffe, Florennes, Florenville, Fontaine-l'Évêque, Fosses-la-Ville, Frameries, Froidchapelle, Gedinne, Geer, Genappe, Gerpinnes, Gesves, Gouvy, Grâce-Hollogne, Grez-Doiceau, Habay, Hamoir, Ham-sur-Heure-Nalinnes, Hannut, Hastière, Havelange, Herbeumont, Héron, Herstal, Herve, Hotton, Houffalize, Huy, Incourt, Ittre, Jalhay, Jemeppe-sur-Sambre, Jette, Jodoigne, Juprelle, La Bruyère, La Louvière, Lessines, Leuze-en-Hainaut, Liège, Liernux, Limbourg, Lincet, Lobbes, Malmédy, Manage, Manhay, Marchin, Martelange, Meix-devant-Virton, Merbes-le-Château, Modave, Momignies, Mons, Morlanwelz, Musson, Namur, Nandrin, Neupré, Ohey, Onhaye, Orp-Jauche, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Ouffet, Oupeye, Pepinster, Peruwelz, Perwez, Philippeville, Plombières, Pont-à-Celles, Profondeville, Quaregnon, Quévy, Ramillies, Rebecq, Remicourt, Rixensart, Rochefort, Rouvroy, Rumes, Sainte-Ode, Saint-Georges-sur-Meuse, Saint-Ghislain, Saint-Gilles, Saint-Hubert, Saint-Nicolas, Sambreville, Seneffe, Seraing, Sily, Sivry-Rance, Soignies, Sombreffe, Somme-Leuze, Soumagne, Spa, Sprimont, Stavelot, Stoumont, Tellin, Theux, Thimister-Clermont, Thuin, Tinlot, Tintigny, Trois-Ponts, Trooz, Vaux-sur-Sûre, Verlaine, Verviers, Vielsalm, Viroinval, Visé, Vresse-sur-Semois, Waimes, Walcourt, Wanze, Waremmes, Wasseiges, Wavre, Welkenraedt, Wellin, Woluwe-Saint-Lambert, Woluwe-Saint-Pierre, Yvoir  
 Les provinces : Brabant wallon, Hainaut, Liège, Luxembourg

# Le mot du Président

Par Jérôme Jamin

Si la ligne de démarcation entre l'antisémitisme et l'antisionisme ne va pas de soi et suscite de vifs débats, il est par contre extrêmement simple de montrer en quoi le terrain est miné, et que les munitions cachées ici et là sont particulièrement « antipersonnel » au sens où celui qui s'aventure dans ce débat n'en sortira jamais indemne, même s'il est de bonne foi et qu'il a pris toutes ses précautions pour essayer d'avancer dans le bon sens, honnêtement !

Le terrain est miné dès le départ parce que contrairement à une idée reçue, les pires antisémites à ce jour, à savoir les nazis, ne souhaitaient nullement à l'époque voir apparaître un État pour les Juifs, un État spécifique pour accueillir les Juifs de plus en plus nombreux à être persécutés en Europe au rythme des victoires nazies. Si la Solution finale a succédé à d'autres « solutions » dont le « Plan Madagascar<sup>1</sup> », les nazis craignaient avant tout de voir la « puissance juive » mondiale décuplée si elle pouvait à l'avenir s'appuyer sur un territoire, un État, et donc une reconnaissance de souveraineté et une influence diplomatique. Ce qui précède est important car l'antisémite refuse toute idée d'une nation juive, il est animé par la haine des juifs mais ne veut en aucun cas que ces derniers s'organisent dans un État sur un territoire. Il n'est donc pas du tout étonnant que de nombreux antisémites soient foncièrement – mécaniquement – hostile au sionisme et à l'existence-même de l'État d'Israël. D'où l'amalgame entre antisémitisme et antisionisme alors que, dans de nombreux cas, ceux qui se disent hostiles au sionisme peuvent aussi être totalement indifférents à l'antisémitisme.

Le terrain de ce débat vif et complexe est également miné par les conditions de vie scandaleuses des Palestiniens, plus particulièrement dans la bande de Gaza. Si critiquer Israël, le sionisme et l'action du gouvernement israélien, c'est être antisémite, il n'est plus possible de dénoncer la misère palestinienne. Ce qui est tout simplement inacceptable ! Il faut donc séparer les deux mais la ligne de démarcation n'est pas claire, notamment avec des initiatives comme « Boycott, désinvestissement et sanctions » que d'aucuns voudraient associer à du racisme.

Le terrain est également miné par la composante d'extrême droite des récents gouvernements israéliens, notamment à travers la figure d'Avigdor Liberman. Dans notre imaginaire, l'extrême droite renvoie au fascisme et à l'antisémitisme. Donc il n'est pas possible que le gouvernement d'un État qui se veut juif soit

d'extrême droite au risque d'avoir des Juifs antisémites... Un non-sens ! À bien y regarder, il n'y a pas un gouvernement juif antisémite, il y a eu des gouvernements successifs en Israël qui, dans certains domaines, ont développé une politique d'extrême droite, et qui a plusieurs reprises ont établi des liens avec l'extrême droite européenne.



Nous vivons depuis au moins 50 ans à l'heure du mort kilométrique, c'est-à-dire que nos médias s'intéressent aux morts proches de chez nous et pas à ceux qui meurent de l'autre côté de la planète, cela veut également dire qu'il faut beaucoup de morts lointains pour concurrencer des morts locaux (dans un attentat ou autre chose). Le mort kilométrique renvoie à l'émotion que suscite la mort d'un proche, d'un voisin ou d'un semblable et le relatif désintérêt pour le reste de la planète. Ce mort kilométrique participe également au terrain miné et à la difficulté de séparer l'antisémitisme de l'antisionisme. Exemple : si les défenseurs belges du peuple palestinien semblent animés par un humanisme et une empathie très salutaires, d'autres y voient une indignation suspecte qui comme par hasard implique la critique d'Israël, voire le refus de son droit à exister. Ils y voient une indignation ciblée vers une misère lointaine alors qu'à la même distance des drames d'envergures sont oubliés voir ignorés, notamment au Yémen (famine catastrophique), en Turquie (dérive autoritaire), en Arabie Saoudite (dictature sanguinaire), en Irak (enjeux kurdes), etc.

Le terrain est miné et on pourrait également aborder bien d'autres explosifs, dont le soutien grossier et unilatéral de Donald Trump, de Barack Obama et de Georges Bush fils à Israël avec finalement peu de différences entre ces présidents dans ce domaine.

Le terrain est miné mais il doit être franchi. Une critique honnête du gouvernement israélien voire du sionisme, quand bien même celle-ci serait perçue comme radicale, doit rester possible sans que soit jeté l'anathème de l'antisémitisme à celui qui la porte. C'est le prix du débat en démocratie. ••

Il s'agit d'un des projets du Troisième Reich visant à déporter quatre millions de Juifs d'Allemagne, de ses pays alliés et de ses territoires conquis vers l'île de Madagascar pour y créer une sorte de gigantesque ghetto.

Portez la Mémoire et construisez l'avenir

# Devenez membre

et profitez entre autres des avantages suivants :

- La revue Aide-Mémoire à votre domicile
- L'entrée gratuite à l'exposition Plus jamais ça !
- Tarif réduit pour les activités de La Cité Miroir

Versez 10 € (5 € pour les moins de 26 ans) sur le compte  
**BE14 0682 4315 5583**  
 Une carte vous sera envoyée et vous bénéficierez des avantages.

Les acteurs de l'histoire, c'est vous !

www.territoires-memoire.be/membre

**Aide-Mémoire** Publication trimestrielle du Centre d'Éducation à la Résistance et à la Citoyenneté • *Aide-Mémoire* est la revue des membres de l'ASBL "Les Territoires de la Mémoire" • Président : Jérôme Jamin • Directeur : Jacques Smits • Boulevard de la Sauvenière 33-35 - 4000 Liège • Tél. : 04 232 70 60 • Fax : 04 232 70 65 • e-mail : aide-memoire@territoires-memoire.be • www.territoires-memoire.be • Revue membre de l'Association des revues Scientifiques et Culturelles <http://www.arsc.be> • Editeur responsable : Jérôme Jamin • Directeur de la publication : Jacques Smits • Directeur Adjoint : Philippe Marchal • Rédacteur en chef : Julien Paulus • Comité de rédaction : Henri Deleersnijder, Jérôme Delnooz, Jenifer Devresse, Gaëlle Henard, Jérôme Jamin, Philippe Marchal, Maite Molina Mármol, Gilles Rahier, Michel Recloux, Raphaël Schraepen, Olivier Starquit • Infographie et mise en page : Millillu - Valérie Pernot - Polleur • Impression : Vervinck et fils • Les articles non signés sont tous de la rédaction.  
 Toute reproduction, même partielle, de ce trimestriel est strictement interdite sans l'autorisation préalable de l'éditeur responsable. Les articles n'engagent que leurs auteurs. • ISSN 1377-7831